LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

N°1732
du 13 fevrier au 5 mars 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« L'Allemagne a déclaré la guerre à la Russie. Après-midi, piscine. »
Franz Kafka, noté dans son journal le 2 août 1914.

14-18

M 02137 - 1732 - F: 2,00 €

LA HORDE DES RÉACS EST DE RETOUR PAGE 3

Editorial

Jeudi 6 février, les instances dirigeantes de la CGT ont organisé leur petite promenade hivernale. Une vieille habitude, avec laquelle le nouveau secrétaire général, Thierry Lepaon, n'a pas jugé bon de rompre. Pourtant, l'ex-salarié de Moulinex n'est pas avare en critiques contre le gouvernement socialiste. Mais il est souvent plus facile de causer devant les caméras ou derrière son ordinateur que de se lancer dans la bataille, sur le terrain, les « armes » à la main. Et, de fait, malgré les attaques incessantes contre nos droits de travailleurs, la direction confédérale s'entête à nous balader dans la rue une fois tous les trois mois, avec des mots d'ordre faiblards portés par des mobilisations faiblardes. On appelle ça organiser la manifestation de notre propre impuissance, et on pourrait être en droit de penser qu'on ferait mieux de rester chez nous plutôt que de battre le pavé à quelques centaines (défaitisme parfois tentant). Au final, tout ce merdier témoigne à nouveau que, tant qu'on se contentera de suivre les directives confédérales, on ne fera rien d'autre que d'user nos chaussures. Et y participer en étant critiques ne changera pas non plus fondamentalement la donne. Non, ce qu'il faut faire, c'est partir de la base, de ce que la plupart d'entre nous avons sous les yeux tous les jours : l'entreprise. C'est seulement en se mobilisant sur son lieu de travail, en créant et en animant une section syndicale, en discutant, en réunissant, en communiquant pendant la pause café ou avec des tracts et des journaux qu'on commencera à construire un mouvement social. C'est la base, le pilier central, sans laquelle l'édifice de la lutte des travailleurs n'est que bancal, si ce n'est déjà par terre. C'est aussi le travail le plus difficile, un job de longue haleine, souvent ingrat. Mais assurément plus utile que d'agiter un drapeau noir dans la rue une fois par trimestre.

Sommaire

Actualité

Contrer les réactionnaires, par Juanito, *page 3*

Presse indépendante : jusqu'à quand ? par R. Pino, *page 5*

Météo syndicale, par J.-P. Germain, *page 6*

Homophobie : grand chassé-croisé, par P. Schindler, *page 7*

Dossier 14-18

La Grande Boucherie industrielle, par le CRML, *page 8*

Le fantasme de l'Union sacrée, par M. Joffrin, *page 9*

Demeurer antimilitaristes, par M. Laisant, *page 10*

Et des anarchistes partirent en guerre, par H. Day, *page 12*

De la guerre perpétuelle, par A. Bernard, *page 15*

Les anarchistes, l'art et la guerre, par N. Potkine, *page 18*

Le mouvement

Cavanna au panthéon des réfractaires, par J.-D. Gautel, *page 21*

La Radio, *page 22*

L'agenda, *page 23*

Illustrations

Aurelio, Jhano,

Krokaga, Nemo, Riri

Bulletin d'abonnement

Tarifs — **France et étranger**

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^os^ hebdos, 1 n° hors série, les gratuits	◯	25 €
6 mois, 18 n^os^ hebdos, 2/3 n^os^ hors série, les gratuits	◯	50 €
1 an, 35 n^os^ hebdos, 5/6 n^os^ hors série, les gratuits	◯	75 €

Abonnement de soutien

1 an ◯ **95** €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :
Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom ____________ Prénom ____________

Adresse ____________

Code postal ____________ Ville ____________

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC : CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB – Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Contrer la horde des réactionnaires

Juanito

Groupe anarchiste Pavillon noir

Dimanche 2 février 2014, la Manif pour tous a donc redéfilé à Paris (entre 80 000 et 500 000 personnes) et à Lyon (entre 20 000 et 40 000). Ce n'est pas un hasard : ces manifestations aux revendications nauséabondes interviennent une semaine après la manif Jour de colère (en latin *dies irae*, qui est aussi le nom, hasard ou pas, d'une organisation d'extrême droite ayant déjà défrayé la chronique). Lors de cette précédente manifestation, des partisans de cette Manif pour tous s'étaient déjà retrouvés à défiler auprès de fascistes prononçant des slogans antisémites et négationnistes.

Bien évidemment, des responsables religieux de diverses obédiences sont venus apporter leur soutien physique, montrant une fois de plus que, sous leurs discours mielleux d'adhésion aux valeurs « républicaines », se cachent toujours le sexisme et l'homophobie les plus crasses. Le christianisme d'abord, encore et toujours, avec le pape François ayant récemment réitéré son rejet de l'avortement et du mariage homo, et l'offensive catholique en Espagne contre le droit à l'avortement. L'évêque homophobe Barbarin, qui compare l'homosexualité à une « *invasion microbienne* », a défilé en tête de cortège à Lyon. L'islam n'est pas en reste, avec une banderole « Les musulmans français contre le mariage homosexuel », et le recteur de la grande mosquée de Lyon qui n'a pas hésité à rejoindre son homologue catho Barbarin. Reconnaissons aux représentants du judaïsme leur absence aux manifs cette fois-ci, mais n'oublions pas la tirade homophobe du grand rabbin de France, comparant l'homosexualité à un « *cheval de Troie* ».

Cette nouvelle édition de la Manif pour tous a été alimentée par un certain nombre de rumeurs grotesques, largement diffusées sur Internet (par exemple, la masturbation serait enseignée aux enfants à l'école). Ces rumeurs seraient risibles si elles n'avaient pas manipulé un certain nombre de familles, au point d'inviter à un jour mensuel d'absence scolaire pour leurs enfants. Elles ont été lancées par divers groupuscules d'extrême droite, notamment par Farida Belghoul, proche du fasciste Alain Soral, et soutenue par les catholiques intégristes de Civitas et l'extrême droite identitaire du Printemps français.

Les manifestants, femmes en rose et hommes en bleu histoire d'assumer les clichés les plus éculés, disent lutter contre la « *familiphobie* ». Pourtant, ils dénient le droit de vivre en paix aux enfants et aux parents constituant déjà des familles homoparentales, et n'ont pas manqué de réitérer leur opposition odieuse au mariage homosexuel et à la procréation médicalement assistée pour les couples de lesbiennes souhaitant concevoir un enfant (pour l'instant toujours obligées d'aller dans d'autres pays pour le faire). Leur sempiternel argument, ce serait la supériorité des familles hétérosexuelles quant à l'éducation des enfants. Ainsi l'inénarrable UMP Hervé Mariton : « *Il y a un modèle familial : le père, la mère, et les enfants. C'est mieux pour les enfants, c'est mieux pour la société.* » Ce genre de propos discriminatoire, à caractère homophobe manifeste, devrait théoriquement tomber sous le coup de la loi… Loi hypocrite et inefficace, comme toutes les lois, car à géométrie variable selon que vous serez puissant ou faible. L'horreur des discours homophobes relève encore, comme nous le verrons, de la « liberté d'expression ».

Dans la continuité de leur discours homophobe, les partisans de la Manif pour tous condamnent les études de genre, qui avancent pourtant le constat scientifique, largement partagé par les sociologues et anthropologues, de la nature éminemment culturelle des rôles et comportements attachés aux sexes. Les réacs, peu enclins à débattre d'un constat scientifique, usent de rhétorique, en transformant les études de genre en une prétendue « théorie » du genre, qui serait imposée à l'école et à la société. C'est une façon d'attribuer à une évidence un caractère de spéculation théorique, de façon à la rendre contestable. Il faut dire que, pour ces réacs, la réalité scientifique, c'est que Dieu a créé Ève à partir d'une côte d'Adam…

La seule « théorie » fumeuse et néfaste, c'est la théorie religieuse d'irréductibilité des genres, qui imprègne toute la société de ses préjugés sexistes sur les hommes et les femmes. Cette théorie, c'est le patriarcat, toujours aussi nocif, qui maintient les discriminations partout, au travail et au foyer, véhicule les clichés répugnants dans les médias et la publicité, étouffe les femmes sous l'infantilisation et le paternalisme, exerce une infinité de contraintes normatives quotidiennes sur la bonne attitude à observer quand on est née avec un clito ; c'est le patriarcat qui banalise le viol, la domination masculine.

Facile, pour ces réacs, de défiler « *paisible et bon enfant* », comme se plaisent à rapporter les médias complaisants, lorsque leurs idées sont déjà à l'œuvre dans la société et qu'ils n'ont rien à conquérir, juste un sinistre état des lieux à défendre ! Ce que ne supportent pas ces personnes, c'est qu'il y ait la moindre remise en cause de ces discriminations qu'ils voudraient maintenir comme normes sociales.

Ils veulent ainsi censurer « l'ABCD de l'égalité », un dispositif scolaire pour faire reculer les idées reçues sexistes et patriarcales sur ce que devraient être les « filles » et les « garçons », et les discriminations sexistes à l'école et au travail. Ce matériel pédagogique, dont la diffusion est prévue dans une dizaine d'académies, s'avère pourtant bien timide, se contentant de remettre en question certains clichés sexistes, sans pour autant remettre en question les prétendues « différences » entre les sexes. Mais c'en est déjà trop pour les partisans de la « Manif discriminante pour tous ». Dans le même ordre d'idée, ils exigent la censure du rapport Lunacek remis à la Commission européenne, qui ne fait lui aussi que demander que cessent les discriminations sexistes, homophobes et transphobes. Dans le genre théorie du complot, ils évoquent un « *lobby LGBT* » aux manettes… Enfin, ils soutiennent la pétition de Citizengo, une association intégriste espagnole contre le droit à l'avortement, pour la censure à l'école du film *Tomboy* de Céline Sciamma, une œuvre intelligente et sympathique sur les stéréotypes sexistes et l'identité de genre. Non seulement ils sont sexistes, mais l'expression artistique leur file des boutons !

Partout, la posture des porte-parole réacs consiste à dénoncer de prétendues attaques contre leur « liberté d'expression », alors même que leurs revendications exigent la censure de textes, d'œuvres ou de contenus scolaires ayant pour visée de réduire les discriminations et promouvoir davantage de liberté. Une porte-parole poitevine de la Manif pour tous va jusqu'à dire, sans honte : « *On est dans une société du prêt à penser et la Manif pour tous n'accepte pas un schéma de société prédéterminé.* »

Nous voyons bien là l'impasse à laquelle mène ce terme fourre-tout de « liberté d'expression ». Est-il concevable d'appeler « liberté » la revendication d'un « droit » à discriminer les gens, selon leur orientation sexuelle ou leur identité de genre ? D'appeler « liberté » la revendication de censurer des films et des animations pédagogiques contre les clichés sexistes ? Est-il concevable de nous laisser discriminer, insulter et réprimer pour des choix qui ne regardent que nous, au nom de la « liberté d'expression » de personnes qui voudraient censurer nos désirs, nos corps et nos vies ?

Nous pourrions choisir d'ignorer ces attaques patriarcales, sexistes, homophobes et transphobes, tant elles sont grotesques. De fait, les affiches de la Manif pour tous assument tellement les stéréotypes sexistes qu'on pourrait se dire qu'il vaudrait mieux en rire, plutôt que d'en pleurer de honte pour eux.

Les différences garçons-filles sont innées et indiscutables : la preuve, on est sorti du bide de nos mères avec une épée ou une baguette magique, les cheveux courts ou longs, en robe ou en pantalon.

Et les politicards, alors ? Christine Boutin n'hésite plus à parler de rapprochement entre droite et extrême droite, éventant ainsi un secret de Polichinelle… D'autant plus que de nombreux UMP ont défilé, une fois de plus, aux côtés de partisans du FN. Le problème, c'est que le gouvernement de « gauche » cède une fois de plus face à l'attaque des lobbys, bien réels quant à eux, de sexistes et d'homophobes, d'intégristes religieux et d'organisations fascisantes. C'est le même coup que nous refait la gauche au pouvoir, qui avait jugé qu'on pouvait débattre avec les homophobes à propos du mariage homosexuel, au nom de la « liberté d'expression ». Peillon se sent ainsi obligé de concéder aux réacs qu'il y aurait bien des différences entre hommes et femmes (« *Corriger les clichés sexistes, ce n'est pas effacer les différences sexuelles* »). Il alimente la confusion en disant « *refuser la théorie du genre* ». Bref, derrière le discours « *égalité et parité entre les sexes* », aucune remise en question assumée des genres imposés, qui sont pourtant au fondement du sexisme. Valls affirme, quant à lui, pour la première fois au PS et alors même que la PMA n'est pas en projet, que le gouvernement n'est pas pour la PMA. Valls confirme ainsi les mensonges de Hollande, qui s'était dit à plusieurs reprises favorable à la PMA. Passons sur l'appel du ministre de l'Intérieur à un « *sursaut de la gauche* » et à la « *défense des valeurs républicaines* », alors même qu'il continue d'expulser et de réprimer les étrangers à tout-va, et stigmatise les femmes au prétexte qu'elles portent un voile (quoi qu'on pense du voile par ailleurs).

Tout cela s'inscrit dans un retour global des attaques sexistes contre les acquis féministes, comme la remise en cause du droit à l'avortement en Espagne, mais aussi en France avec la fermeture de centres IVG ou la baisse des subventions subie par de nombreux plannings familiaux. Nous n'avons donc rien à attendre, une fois de plus, de ces pseudo-« représentants » politiques, dont la priorité manifeste est de maintenir leur place dans les ors du pouvoir. Pour cela, ces personnages cyniques n'hésitent pas à renoncer à leurs promesses et à assumer « le dialogue » avec la haine sexiste, homophobe et transphobe, à défendre « l'écoute » vis-à-vis des partisans de la discrimination comme norme sociale.

Avis à tous les sexistes, homophobes, transphobes, politicards, fachos et intégristes de toute religion qui voudraient nous interdire de disposer librement de nos corps, de nous définir sexuellement comme nous l'entendons, d'aimer celles et ceux que nous aimons : on ne vous laissera pas nous marcher sur la gueule ! Hors de question de vous laisser banaliser dans la rue, au nom de la « liberté d'expression », vos atteintes verbales et physiques à nos libertés.

À toutes vos agressions, vos insultes, vos discriminations et vos manifs homophobes et sexistes « *bon enfant* », nous répondrons comme il se doit : coup pour coup ! **J.**

Presse indépendante : jusqu'à quand ?

> ***« La liberté de la presse est entière ; il suffit d'avoir les milliards nécessaires. »***
>
> **Alfred Sauvy**

L'INDÉPENDANCE ET LA LIBERTÉ de la presse menacées ? Banalité que de le constater ; l'affaire n'est pas nouvelle, mais la chose se précise chaque fois un peu plus. En France, pas de censure trop voyante, il y a mieux : le contrôle du cadre régissant la distribution de la presse, qui n'a cessé depuis sa création (loi Bichet d'avril 1947) d'être revisité, manipulé, vidé de sa substance, dévoyant ainsi l'esprit des grands principes issus de la Résistance et de la Libération, qui devaient garantir le pluralisme de la presse d'opinion – même celle qui n'avait pas de grands moyens financiers. Il s'agissait alors de tirer un trait sur toute la période honteuse des journaux collaborationnistes sous Vichy.

Que reste-t-il aujourd'hui de cet « esprit » de la Libération ? Beaucoup de désillusions. Déjà en 1944 Albert Camus s'inquiétait et écrivait dans *Combat* : « *Et pour tout dire d'un mot, la presse libérée, telle qu'elle se présente à Paris après une dizaine de numéros, n'est pas très satisfaisante.* » [1] Des années auparavant, alors qu'il officiait au *Soir républicain* d'Alger, il avait déjà invité ses confrères journalistes à « *rester libres, à couper les liens incestueux entre notre profession et les puissances d'argent* » [2]. Article censuré bien entendu. Ça n'allait pas s'arranger les années suivantes, que ce soit du côté rédactionnel des publications ou pour ce qui est de leur accessibilité pour le lectorat.

Depuis, l'horizon de la presse alternative et indépendante s'est considérablement obscurci au fil des années, particulièrement depuis octobre 2010 quand le principal distributeur, Presstalis (ex NMPP), a décidé de « réformer » le système de rétribution des ventes en kiosques et maisons de la presse. Nous avions déjà largement expliqué dans les colonnes du *Monde libertaire* [3] en quoi les modifications du système de distribution tournaient le dos aux choix faits à la Libération et entérinées ensuite par la loi Bichet. Entre autres dispositions : obligation de distribuer sur tout le territoire national tous les titres de presse qui en font la demande, avec exposition de tous ces titres dans les points de vente (kiosques ou maisons de la presse), et péréquation des coûts de leur distribution (les « grosses » publications payant pour les « petites »). Ces trois principes devaient garantir la liberté de la presse.

Au fil des ans on a évidemment constaté le détournement de la loi Bichet. Ce n'est plus la liberté de la presse d'opinion qui est garantie, mais celle de la presse de caniveau avec son apothéose actuelle : la presse people.

Mieux : les aides des pouvoirs publics, au lieu d'être destinées en priorité aux titres indépendants, tombent majoritairement dans l'escarcelle des titres à gros tirage, pourtant déjà largement financés par la publicité. Tels les news comme *L'Express*, *Le Point*, *Le Nouvel Observateur* ou autres *Paris Match*, *Gala*… sans parler de tous les hebdos TV. Même un mensuel comme *Le Monde diplomatique* constatait dans son numéro de janvier dernier [4] que les aides octroyées par les pouvoirs publics sont « *attribuées à des publications qui ne contribuent en rien à l'information et à la formation du citoyen* ». Et de déplorer qu'en 2012 « *Télé 7 jours ait reçu trente-huit fois plus d'argent public que* Le Monde diplomatique ». En consultant en effet le tableau des aides à la presse [5] on peut voir que sur les deux cents bénéficiaires, le *Diplo* se retrouve en 178e position, loin derrière *Le Journal de Mickey* (93e), ou le désinformateur *20 Minutes* (109e) et même le très œcuménique *Prions en église* (121e). Et nous, demanderez-vous ? Nada ; *Le Monde libertaire* ne doit pas être en odeur de sainteté au ministère de la Culture et de la Communication. Quant à l'exposition des titres en kiosque, vous aurez plus vite fait de trouver ceux concernant la décoration d'intérieur, la mode vestimentaire, le sport, la chasse au sanglier ou la vie sexuelle des termites en milieu urbain, sans parler des revues X (pardon, de charme, selon la définition professionnelle). Pour ce qui est de la presse indépendante, alternative, voire celle révolutionnaire, il vous faudra bien chercher pour la dénicher au fond des linéaires. Cette presse-là subit de plein fouet les conséquences du nouveau système de rétribution des ventes mis en place par Presstalis. Ce n'est pas une attaque frontale, mais sournoise contre tout ce qui peut contester un tant soit peu le capitalisme et ses dérives. Le résultat pour un titre comme le nôtre : une survie de plus en plus difficile et aléatoire : avec la refonte des barèmes de Presstalis, la vente en kiosque ne nous rapporte pratiquement plus rien, alors que les coûts de fabrication de notre hebdomadaire (papier et impression) ont, eux, augmenté. C'est donc à une mort annoncée à plus ou moins long terme qu'on veut nous condamner (d'autres publications alternatives ont déjà disparu des points de vente), sauf à être soutenus, non par les pouvoirs publics (ne rêvons pas), mais par les lecteurs fidèles ou occasionnels. Pour cela, une solution simple, développer les abonnements directs : vous avez en page 2 du *Monde libertaire* un splendide bulletin d'abonnement qui ne demande qu'à être rempli. Abonnez-vous, réabonnez-vous ; vous ne verrez peut-être pas du pays, mais avec ce soutien financier, vous nous aiderez à divulguer nos idées et à parvenir à une société égalitaire et libertaire. À vos chéquiers, camarades !

Ramón Pino,
Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

1. *Combat*, 31 août 1944.
2. Article écrit (et refusé) en 1939.
3. « Hurlements en faveur d'une libre distribution de la presse », *Le Monde libertaire*, n° 1705.
4. « On ne prête qu'aux riches », *Le Monde diplomatique*, n° 718 (janvier 2014).
5. « Aides à la presse : les chiffres de 2012 », http://www.culturecommunication.gouv.fr.

Brèves de combat

Point sur l'IVG dans l'UE

Dans 22 des 27 pays de l'Union européenne, l'IVG est autorisée sur demande, jusqu'à 10 à 12 semaines de grossesse en général. Cinq échappent à cette règle. En Irlande, au Luxembourg et en Pologne (et bientôt en Espagne ?), l'IVG est autorisée en cas de viol, inceste, mise en danger de la femme ou malformation du fœtus. À Chypre, elle est illégale mais tolérée en cas de viol et enfin, à Malte, elle est totalement interdite. Hors UE, en Suisse, après le dépôt par initiative populaire d'une proposition de loi qui a reçu les 100 000 signatures nécessaires pour devenir une votation fédérale, l'IVG ne devrait plus être remboursée par les assurances santé. L'Europe en marche. Arrière toute ?

À se battre sans péril, on triomphe sans gloire

Ludovine de La Rochère, présidente de la Manif pour tous, salue comme une « *victoire* », l'annonce du report de l'examen de la loi sur la famille (dont la possible ouverture à la PMA-GPA). Il y a des gens qui se contentent de peu ! Elle n'a pas compris que ce n'est qu'une question de calendrier électoral, ou elle fait semblant d'être sotte ?

Météo syndicale

Quand on parle de la CGT de la Belle Époque, du début du siècle, on pense Pouget, Grifhuelles, la charte d'Amiens, la grève générale, les motions antimilitaristes, et puis l'histoire semble s'accélérer et tout mettre aux poubelles. Ainsi, à l'enterrement de Jean Jaurès (4 août 1914) : « *Comment trouver des mots ? Notre cerveau est obscurci par le chagrin et notre cœur étreint par la douleur.* [...] *Au nom des organisations syndicales, au nom de tous les travailleurs qui ont déjà rejoint leur régiment et de ceux – dont je suis – qui partiront demain, je déclare que nous allons sur les champs de bataille avec la volonté de repousser l'agresseur : c'est la haine de l'impérialisme qui nous entraîne.* » C'était le secrétaire de la CGT qui s'exprimait ainsi.

Comment en est-on arrivé là ? Car, à part des actions individuelles (comme la démission de Pierre Monatte du bureau confédéral), tous les syndicats se sont alignés sur la ligne confédérale… L'histoire a souvent des oublis, mais là, c'est, tristement, l'abîme…

On a parlé de force du nationalisme, de « croyance » en la « der des der », d'une sorte de *Blitz Krieg* (guerre éclair) inversée, de la force cachée d'un nationalisme interclassiste. Pour les ouvriers du Livre, tout était plié avec les origines alsaciennes de Keufer, secrétaire de la Fédération des travailleurs du Livre (FFTL). Les souvenirs épars parlent de l'espérance unanime en une guerre courte, histoire de finir les moissons… Mais le secrétaire de la CGT est (à titre individuel !) « commissaire à la nation » et siège avec Charles Maurras et l'ancien préfet Louis Lepine au Secours national. Pour un ancien militant anarchiste de l'Est parisien, ça fait plus que tache ! Au début des hostilités, Millerand, socialiste au gouvernement, déclara à délégation de la Fédération des Métaux qu'« *il n'y a plus de droits ouvriers, plus de lois sociales, il n'y a plus que la guerre !* ».

Pierre Monatte déclarera : « *Je ne ferai pas au bureau confédéral le reproche de n'avoir pas déclenché la grève générale devant la mobilisation ; non ! Nous avons été impuissants, et les uns et les autres ; la vague a passé, nous a emportés. Nos ennemis de classe ont agencé leur entreprise, ils ont affolé le pays. Mais si la masse pouvait, à un moment précis, se laisser entraîner, il est des hommes qui devaient attendre que le vent ait passé pour se redresser. Or ils ne l'ont pas fait.* » On pourra épiloguer sur les diverses positions de Monatte, de son adhésion au PC, sans oublier sa rapide exclusion, mais…

On cause trop souvent des méchants, ceux qui, selon leurs propres dires, se sont emparés de la CGT sous influence libertaire presque sans coup férir… (« *Comme un couteau dans une motte de beurre* »). Il faudrait analyser les causes de l'échec face au bolchévisme avec d'autres critères que le manichéisme. Tout en arrêtant de considérer le Manifeste des Seize comme un incident de parcours…

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Ségui
de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR avec SADIA et MAZOCH — KROKAGA

Homophobie, grand chassé-croisé

Au lendemain des deux manifs contre l'IVG et contre les lois en faveur de la PMA-GPA, les rescapés de la Manif pour tous contre le mariage gay ont plus que la gueule de bois. En effet, un texte qui va à l'encontre de leur croisade vient d'être adopté par le Parlement européen par 394 voix contre 176, et 72 abstentions. Il s'agit du rapport Lunacek. Il est à l'initiative d'une députée écologiste autrichienne qui propose une «*feuille de route*» contre l'homophobie et les discriminations liées à l'orientation sexuelle, condamnant fermement toute discrimination fondée sur «*l'orientation sexuelle ou l'identité de genre*». Pour les homophobes français, il s'agit bien sûr d'un coup du «*lobby LGBT*», qui compte passer par l'Europe pour «*imposer l'agenda gay aux 28 États européens*». Diantre, rien que ça ! Les anciens de la Manif pour tous ont déjà recueilli 200 000 signatures de protestation. Et ils ne comptent pas s'arrêter là ! Pourtant, il ne s'agit que d'un rapport d'opinion qui n'a, donc, pas valeur contraignante pour les États membres. Ce type de document existe déjà pour s'opposer à la discrimination contre les Roms ou les personnes handicapées, et on peut voir comme, partout en Europe, il se montre efficace ! Mais, en toute mauvaise foi, les homophobes français considèrent que ce document «*détourne une politique de non-discrimination pour créer des privilèges au profit de certains citoyens sur la base de leur sexualité*» ! En fait, ils font un amalgame entre la feuille de route, qui reste de nature générale, avec une série d'amendements adoptés par la commission parlementaire des droits de la femme et de l'égalité des genres. Cette dernière propose en effet d'aller plus loin que le rapport initial, en ouvrant les traitements de fertilité et de procréation médicalement assistée aux personnes LGBT, ou encore en donnant la possibilité que les enfants aient plus de deux parents. Cependant, aucun de ces amendements n'ont été adoptés par le Parlement, qui est resté sur un document de consensus. Les homophobes français poussent encore plus loin leurs phantasmes en prétendant que cette feuille de route devrait aboutir sur le droit au mariage pour tous dans toute l'Union européenne. Or, le rapport Lunacek demande simplement que, lorsque des familles voyagent, leur existence juridique soit reconnue d'un État de l'Union à un autre. Laurent Wauquiez (député UMP) s'est empressé d'annoncer à l'AFP que la feuille de route portait «*sur la théorie du genre, les techniques de PMA, et sur le fait pour un enfant d'avoir plus de deux parents*», ce qui n'a fait que renforcer la fausse rumeur. Celle-ci est accompagnée d'un autre mensonge, à savoir que le rapport conduirait à un important financement. Or, il n'en est fait aucune mention dans le document. De plus, les homophobes français font un lien avec le rapport Lunacek, qui entend lutter contre l'homophobie, et le rapport Estrela, qui, lui, visait la santé sexuelle et proposait de faire de l'avortement un droit reconnu par l'Union européenne. Mais ce dernier a été rejeté, notamment sous l'influence des lobbys anti-IVG qui planent sur le Parlement européen ou encore d'un certain eurodéputé frontiste, Golnish, qui soupçonne «*un certain nombre de parlementaires européens de persister à vouloir imposer leur idéologie délétère*». Comme si l'IVG était un sujet «délétère» ! À présent, quelles seront les conséquences sur le projet de loi sur la famille dont l'examen a été ajourné par le gouvernement français ? Pour les opposants homophobes, il s'agit d'une manipulation des lobbys LGBT, toujours le fameux complot cher à l'extrême droite… On n'en finira donc jamais ?

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste

Défense du droit à l'avortement

Trente mille manifestants à Paris pour défendre le droit à l'avortement en Espagne et ailleurs. Plus de 1 000 personnes à Toulouse. À Bayonne, 250 à 300 manifestants se sont rassemblés. Plusieurs centaines de personnes à Bordeaux, 300 à Montpellier, sous une pluie battante, 400 personnes à Nice. À Strasbourg, la manif a rassemblé 500 personnes, 1 200 à Nantes, 800 à Angers, 550 à Caen, 350 à Tours. Malgré le froid, belle présence de libertaire à Grenoble et à Besançon.

JO Russie : un « chouilla » moins homophobe ?

Le 5 février, une centaine de personnes se sont rassemblées devant le McDonald (sponsor des Jeux olympiques de Sotchi) de la place de la République, à l'appel de l'association All Out Paris, pour dénoncer les lois qui violent l'esprit du principe 6 de la charte olympique sur la non-discrimination des athlètes. Le même jour, des manifestations étaient organisées partout dans le monde, dont Saint-Pétersbourg et Sotchi en Russie.

Ça, c'est de l'analyse !

La Boutin déclare que «*les clivages entre la droite et l'extrême droite ont sauté par la faute du gouvernement qui est en train de détruire la civilisation française*». C'est sûr que, autrement, il n'y aurait jamais, mais jamais eu, de passerelles !

1914–1918

La Grande Boucherie industrielle

Cette année voit le début de la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale et, déjà, se préparent de glorieuses cérémonies. L'idée est de produire un consensus national pour raffermir les classes dominantes en cette période de crise. La guerre de 1914 couronne un siècle d'affirmation et de triomphe de l'État nation. L'Éducation nationale prend pleinement part à cet événement et s'applique à transmettre aux jeunes générations l'histoire et les mémoires de ce conflit. Une des objections clairement annoncées est de *« mettre en exergue l'épreuve nationale »*. Depuis 1918, les gouvernements successifs ont fabriqué le mythe de la Grande Guerre, douloureuse mais inévitable, matrice du xx^{e} siècle. Sous couvert de mémoire, la République met en place de véritables rites d'autocélébration. Le but de ce dossier n'est pas de retracer l'histoire de la Première Guerre mondiale : il y aurait trop à dire et de très bons ouvrages existent sur le sujet. Il s'agit de fournir à nos lecteurs quelques pistes et éléments de réflexion pour aborder avec un esprit critique les célébrations de 14-18.

Le Comité de rédaction du *Monde libertaire*

Le fantasme de l'Union sacrée

« On croit mourir pour la patrie : on meurt pour des industriels. »

Anatole France

À L'OCCASION DU DISCOURS inaugurant les commémorations de la Première Guerre mondiale le 7 novembre 2013, François Hollande déclamait : « *Commémorer, c'est renouveler le patriotisme. Commémorer, c'est porter un message de confiance dans notre pays. Commémorer, c'est parler la langue des anonymes. Commémorer la Première Guerre mondiale, c'est prononcer un message de paix.* » On se gargarise de belles paroles, on célèbre la paix et on se drape de compassion pour tous ceux qui ont souffert pendant la Grande Boucherie. Le 11 octobre 2013, *Le Monde* avait publié un intéressant entretien croisé des historiens Jean-Noël Jeanneney et de Pierre Nora[1] sur le sens et la portée des commémorations. Cet entretien avait fait l'objet d'un très bon article de ma camarade de groupe Léa Gallopavo. Jean-Noël Jeannerey, interrogé sur le centenaire de la Grande Guerre, n'hésitait pas à affirmer : « *Ce serait très injuste de ne pas restituer le patriotisme de l'époque ; on a le droit et même le devoir d'utiliser ce mot magnifique qui ne doit pas perdre son sens. [...] Une commémoration qui se concentrerait sur les fusillés et les mutins serait une injustice.* » Patriotisme. Le mot est tabou, mais le concept est partout.

De la commémoration à l'hommage aveugle, et à la soumission, il n'y a qu'un pas. L'Éducation nationale prend pleinement part à la célébration et s'applique à « *mettre en exergue l'épreuve nationale* ». La question des processus de décision, aux interactions des pouvoirs pour imposer l'idée de la nécessité de la guerre, est complètement gommée. La création du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH) en 2005 a été une réponse à l'implication de plus en plus immédiate des pouvoirs et des hommes politiques dans la lecture de l'histoire. Anne Jollet, vice-présidente du CVUH, met en garde contre la thèse dominante de la « *culture de guerre* » qui affirme que la violence ne résulterait pas d'un conditionnement, mais bien d'un vaste mouvement de haine envers l'ennemi, venu d'en bas. La violence du conflit, marqué par son caractère total, aurait sa source dans les représentations, les pratiques et les mentalités des populations. Ce concept historiographique (largement présent dans les manuels scolaires) conduit à éluder la question de la responsabilité des dirigeants, militaires comme civils, politiques comme économiques.

Les résistances, la suppression des libertés publiques et la répression étatique sont majoritairement éludées dans les célébrations. Seule exception : la question des fusillés de 14-18, qui est présentée comme un véritable tournant, la preuve de l'honnêteté d'une république prête à reconnaître humblement ses erreurs. C'est oublier que cette question n'a rien de taboue, contrairement à ce que l'on croit, et a fait l'objet de nombreux débats déjà depuis les années 1920. Elle a rejailli régulièrement, pendant la guerre d'Algérie, dans les années 1970, et récemment à la suite du discours de Lionel Jospin à Craonne en 1998 sur leur réintégration dans la mémoire nationale. Pierre Sommermeyer, dans un de ses articles [2], s'insurge contre toute réhabilitation. Ce serait trop facile : on regrette, on dit pardon et tout rentrerait dans l'ordre ? Léa Gallopavo émet une excellente suggestion : « *Si l'on tenait à refaire l'histoire, ce serait en faisant le procès public des Nivelle, Foch, Pétain, Joffre, Clemenceau et consorts (et bien sûr leurs homologues allemands, anglais, austro-hongrois, russes, turcs, italiens, etc.). En débaptisant immédiatement toutes les avenues à leurs noms, en jetant bas toutes leurs statues, etc. Une action directe pourrait être d'ailleurs de prévoir des pochoirs ou autocollants pour rappeler, sous ces plaques de rue ou de statue, la vraie nature sociale d'assassins de masse – d'anthropocide en somme – de ces "grands" hommes.* »

Les épreuves, les souffrances du passé sont présentées comme inévitables. Comme le sont celles du présent et le seront celles de l'avenir. D'après le président, « *ce temps de mémoire arrive à un moment où la France s'interroge sur elle-même. [...] C'est pourquoi je veux donner un sens à commémorer* ». Le souvenir de la Grande Guerre rappelle « *l'impérieuse nécessité de faire bloc si nous voulons gagner les batailles qui, aujourd'hui, ne sont plus militaires mais économiques, et qui mettent en jeu notre destin et notre place dans le monde* », a déclaré François Hollande, prônant l'importance d'une nation unie, « *y compris dans la tourmente* ». « *La Grande Guerre a beaucoup à apprendre à la France d'aujourd'hui* », a dit le chef de l'État.

Toutes les institutions ont consigne de valoriser une France rassemblée, unie face à l'adversité, qui seule peut conduire à la victoire. Référence évidente à l'Union sacrée de 1914, mais cette fois pour la guerre économique. L'idée est de produire un consensus national afin de raffermir le pouvoir en place en cette période de crise. Alors que la seule vraie question que soulève l'étude de la Première Guerre mondiale est la suivante : qu'est-ce qu'obéir ou désobéir dans une société démocratique ?

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel de la FA

---

1. Léa Gallopavo, « De la dette comme manie », *Le Monde libertaire* n° 1725, 12 décembre 2013.
2. Pierre Sommermeyer, « Non, non à la réhabilitation ! », *Le Monde libertaire* n° 1718, 10 octobre 2013.

Demeurer antimilitaristes…

Les anarchistes et l'Internationale durant la Première Guerre mondiale[1]

Maurice Laisan

Fédération anarchiste

Peut-on examiner le comportement d'un groupe d'hommes, dans un temps donné, sans faire l'étude générale des événements et du comportement de tous ? Il apparaît indispensable de rappeler rapidement le climat qui présida à la déclaration de guerre de 1914.

Aspect politique

En Autriche-Hongrie (pays artificiel composé de deux ethnies), un impérialisme autocratique et belliqueux règne en la personne de François-Joseph, qui rêve d'hégémonie et a déjà annexé la Bosnie et l'Herzegovine. En Serbie, composée de Slaves, l'opposition à la dictature autrichienne devait se concrétiser par l'attentat de Sarajevo, dont on tirera prétexte pour le déclenchement de la guerre mondiale. En Russie, où un régime anachronique règne encore en contradiction avec un mouvement ouvert aux idées nouvelles (la révolution de 1905 a ébranlé à jamais le tsarisme), on s'émeut du développement industriel de l'Allemagne et l'on veut s'opposer à une expansion possible du pangermanisme. En Allemagne, le gouvernement se grise de la puissance qui s'étend aussi bien dans le domaine militaire, où l'on entretient à grands frais une armée puissante, que dans le domaine industriel et commercial. L'Angleterre ne saurait voir d'un bon œil cette puissance nouvelle qui risque de la concurrencer, sinon de l'éclipser, sur le marché mondial. En France, le mouvement social se développe dangereusement pour le pouvoir dans le même temps où la réaction et le bellicisme accèdent à la présidence de la république en la personne de Raymond Poincaré, l'homme de la revanche. Telle était, en gros, la situation.

Mais sans doute un autre facteur que les rivalités politiques, économiques et militaires concourait à ouvrir les hostilités et à en préparer dans l'ombre le déclenchement, ainsi que s'y sont employés les politiciens de tous pays.

L'Internationalisme

Ce danger pour les gouvernants, danger qu'il fallait anéantir et noyer dans la guerre, c'est cet éveil à la conscience de tous les travailleurs, cette dénonciation des idoles patries, et la tenue de nombreux congrès internationaux où, par dessus les frontières, ils s'emploient à conjuguer leurs efforts. Assez timides et réformistes à leur début, ces congrès vont se montrer de plus en plus catégoriques, ne se contentant plus d'appeler l'attention sur le sort des travailleurs, mais dénonçant les causes et envisageant l'avènement d'un monde sans classe.

D'une part, les socialistes divisés en allemanistes, guesdistes, blanquistes, broussistes ne se grouperont que tardivement en un parti unique toujours tiraillé entre les réformistes et les révolutionnaires. D'autre part, et combien plus solides, les syndicalistes vont jeter les bases d'une future structure sociale.

Faits à signaler, alors que dans presque tous les pays, les seconds n'ont qu'un rôle revendicatif et s'alignent pratiquement sur les premiers, en France la CGT conserve une totale autonomie et se refuse à limiter son rôle à des revendications pécuniaires et à laisser aux politiques la résolution des problèmes sociaux. Face à celui de la guerre dont divers incidents annoncent la menace, les uns comme les autres préconisent le boycott de la tuerie par la grève générale, la paralysie du pouvoir dans chaque état, la prise des organismes centraux : chemins de fer, PTT, ministères, etc.

La grande faillite

Tels étaient encore les mots d'ordre du parti socialiste et de la CGT à la veille de la guerre. Le congrès de celui-là, tenu les 14, 15 et 16 juillet 1914 concluait ainsi ses débats : « *Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernants le recours à l'arbitrage, le congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés ainsi que l'agitation et l'action populaires sous les formes les plus actives.* »

Deux jours avant la guerre, syndicalistes et socialistes s'élevaient encore contre la possibilité d'une pareille monstruosité. Et brusquement, sans transition, peur ou ambition, les leaders démissionnaient. Le programme qui consistait à sauter dans les ministères est à moitié réalisé on le sait bien, mais ce n'est plus pour paralyser le pays, couper les communications, rendre l'État impuissant à réaliser son mauvais coup, mais simplement pour y trouver un fauteuil doré à la taille d'un Guesde, d'un Sembat ou d'un Jouhaux. Certes, quelques-uns sauveront l'honneur, mais pour un Merrheim ou un Monatte en France, un Liebknecht ou une Rosa Luxembourg en Allemagne, un Douchan Popovitch ou un Laptchevitch en Serbie, combien de Vandervelde, de Renaudel, d'Albert Thomas, de Compene Morel ou de Marcel Cachin ?

Les anarchistes

Dans cette débâcle générale quel est le rôle des anarchistes ? Le désarroi qui a frappé tous les hommes a-t-il épargné les anarchistes ? Il serait vain et faux de prétendre qu'ils y aient tous échappé.

Nous ne sommes pas des surhommes et si nous avons le privilège de raisonner plus sainement que le commun de nos semblables, ce n'est pas en raison d'une supériorité particulière, mais simplement parce que affranchis des préjugés religieux et politiques, nous n'avons pas le souci de nous aligner sur les uns ou les autres et de justifier ceux-ci ou ceux-là.

À cet égard les anarchistes se devaient de refuser les prétextes par lesquels on prétendait faire accepter la guerre. Tous nos théoriciens en avait démonté et démontré le mécanisme, ils avaient crevé le paravent des guerres défensives ou de droit pour démasquer les intérêts et les ambitions qu'elles camouflent ; ils avaient rappelé que les travailleurs, n'ayant pas de patrie, n'en ont pas à défendre ; ils avaient prôné l'internationalisme et la solidarité ouvrière face aux aventures sordides et criminelles où les généraux et les chefs d'état entraînent les peuples. Sans attache d'aucune sorte, plus et mieux que les socialistes (empêtrés dans les compromissions parlementaires), plus et mieux que les syndicalistes dont ils étaient le ferment le plus sûr, les anarchistes se devaient d'être les irréductibles ennemis de toutes guerres.

Que pouvaient-ils faire ? Qu'ont-ils fait ?

Que pouvaient-ils faire ? Ramenés à leurs seules forces, après la trahison des leaders syndicaux, l'abandon des socialistes, qui pouvaient leur apporter l'appoint d'un mouvement parallèle, ils ne pouvaient prétendre à une action d'envergure capable de contrecarrer l'immonde fléau. Qu'ont-ils fait ? Ici il est bon de reprendre l'histoire généreuse sur la publicité faite aux quelques théoriciens qui ont cédé au vent de folie, autant qu'avare de commentaires sur la dénonciation des responsabilités de la guerre et l'appel pour faire cesser le carnage, suivi par le plus grand nombre de nos militants. Ne sont-ce pas les nôtres qui forment la plus large proportion des réfractaires, des déserteurs et des insoumis ? Sans doute exista-t-il au début de 1916 le trop fameux manifeste (revêtu de 15 signatures, le nom d'une ville ayant été pris pour celui d'un camarade), mais si ce libelle qui avait vu le jour sur l'instigation de Jean Grave, repoussait l'éventualité d'une paix prochaine, n'oublions pas qu'il faisait réponse à la déclaration des internationalistes réfugiés à Londres et qui maintenait la position anarchiste de toujours. Rappelons aussi qu'une nouvelle déclaration de ces mêmes internationalistes vint réfuter comme il convenait les arguments du *Manifeste des Seize*.

Sébastien Faure

En France, Sébastien Faure (qui a refusé de joindre sa signature à celles de ses compagnons d'hier, dont les positions oscillent avec la guerre) rédige avec les militants restés antimilitaristes un contre-manifeste, que la censure blanchira avec le même zèle que la presse en a mis à donner une place d'honneur au manifeste. Rappelons certains de ces termes : « *Aux conférences internationales des dirigeants qui disposent à leur fantaisie des peuples comme de dociles troupeaux, nous pensons qu'on doit opposer une conférence internationale des travailleurs du monde entier. Déjà en septembre 1915, s'esquissa, à Zimmerwald, une première tentative en ce sens, et nous applaudîmes en son temps à ce premier effort. Mais ce n'était encore là qu'une ébauche. Cet effort sera renouvelé et il doit atteindre l'ampleur que comporte la gravité des circonstances. Les organisations des travailleurs de tous les pays doivent dès aujourd'hui se hâter de constituer un congrès mondial du prolétariat dont l'œuvre sera tout d'abord d'exiger la cessation des hostilités et le désarmement immédiat et définitif des nations.* » Une vingtaine de signatures (surtout de syndicalistes, mais aussi du peintre Signac) accompagnait celle de Sébastien Faure.

Quelques mois plus tôt, il avait édité et diffusé un tract faisant écho à Liebknecht, dont il approuvait totalement la position et le courage (la place nous manque ici pour parler de la conférence de Zimmerwald qui sauva l'honneur de l'internationalisme). Intitulé *Vers la Paix. Appel aux socialistes, syndicalistes, révolutionnaires et anarchistes*, il disait notamment : « *S'il n'a pas été en notre pouvoir d'empêcher la calamité, et ce sera le regret et la honte de notre génération, ah ! puissions-nous du moins en arrêter au plus tôt les suites désastreuses, et ce sera notre joie et notre réhabilitation !* [...] *Encore une fois le devoir est là : impérieux, indiscutable, sacré !* [...] *Plus que jamais ennemi de la guerre, plus que jamais attaché à la paix, je ne puis servir la cause à laquelle j'ai voué ma vie qu'en tentant d'abréger la guerre et de hâter la paix. Je m'y décide* [...] *Quels que soient les risques à courir, j'aime mieux les affronter que de renier tout mon passé ma seule fierté et ma seule richesse et de traîner une vieillesse impuissante et déshonorée.* »

Ce tract qui devait connaître un succès assez remarquable fut diffusé jusque sur le front. C'est alors que Malvy fit convoquer Sébastien Faure et lui déclara que ceux qui dans les tranchées le lisaient et le faisaient circuler devaient être envoyés dans les missions d'où l'on ne revient pas. Il donna sa parole qu'une telle mesure ne serait pas appliquée si en retour notre camarade interrompait sa campagne anti-guerrière. Notre vieux compagnon ne voulant pas engager d'autres que lui-même dans le danger (et là ce danger était la mort) se vit contraint de céder à la demande du ministre. Cependant s'il cesse la lutte clandestine des tracts (qui échappaient au contrôle de la censure), il animera un organe pacifiste : Ce qu'il faut dire où de rares vérités se feront jour en dépit des ciseaux d'Anastasie. De plus, en pleine guerre, il continuera à faire entendre sa voix. (Rappelons le meeting du 23 septembre 1917, interdit par la police, et maintenu par les syndicats des terrassiers, du bâtiment et des charpentiers).

Le Libertaire

D'autre part, *Le Libertaire* poursuit une vie sporadique et clandestine sous l'impulsion de quelques camarades dont Pierre Martin, Louis Lecoin et Le Meillour. Rappelons que Louis Lecoin a passé la plus large partie de la guerre en prison pour son action antimilitariste. De leur côté, les camarades individualistes sont unanimes à condamner la guerre : Han Ryner, Armand, Mauricius garderont la tête froide. De même, les néomalthusiens avec Devaldès et Eugène Humbert. Rappelons ce passage prophétique d'une lettre de Han Ryner datée du 19 août 1914 : « *L'Allemagne sera vaincue à moins que… Mais éviter la défaite ce n'est éviter que des ennuis. Le malheur à éviter c'était la guerre. Et j'ai bien peur que, là Guillaume ne soit pas le seul coupable.* »

Publiquement, sous le couvert littéraire et historique, il condamnera et la guerre et ceux qui la fomentent, notamment le dimanche 20 mai 1917 où il traitait du sujet : « la gloire littéraire et la gloire militaire ». Également il mènera campagne pour les camarades emprisonnés : affaire Gaston Rolland, affaire Émile Armand. Ce dernier lancera un tract non signé et naturellement clandestin (dont la longueur ne nous permet pas la reproduction) et qui le montre fidèle à son idéal passé. De tout ce qui précède, nous pouvons conclure que les anarchistes, dans leur grande majorité, sont demeurés antimilitaristes durant la tourmente. Pour ceux qui se sont laissé bousculer par les événements, il importe de les distinguer des socialistes. Si leur position fut une erreur. Et quelle erreur ! elle ne fut jamais un calcul ou une trahison. À aucun d'eux, elle n'apportera une prébende, un privilège, un poste honorifique. Tandis que les ministres socialistes se pavanaient, trônaient et se compromettaient avec la réaction, le libertaire Malato (logique avec lui-même) s'engageait alors qu'il en avait passé l'âge.

Mais la réflexion qui s'impose à l'esprit est celle-ci : Si les anarchistes, dans leur ensemble, n'ont pas cédé à la panique générale, ils le doivent à l'individualisme qui fait le fond de leur idéologie à quelque tendance qu'ils appartiennent. Considérant l'individu comme la cellule initiale de toute collectivité, ils font passer toute question par le jugement de l'individu. N'ayant pas d'idoles, comme la cellule initiale, ne suivant pas de meneurs, ils conservent, en toute circonstance, l'esprit critique qui fait défaut à ceux qui n'ont d'autres opinions que celles de leurs maîtres à penser. Se référant en dernier ressort à leur propre conscience, on ne les verra pas agir aveuglément selon les ordres (ou même les indications) de leaders, d'oracles ou de chefs de file.

Cette conception, ce respect de l'homme (et en premier lieu cette considération que l'homme a de lui-même), cette philosophie qui nous a écartés de tant de dangers est à la fois notre fierté et notre espérance.

M. L

---

1. Cet article a été publié pour la première fois dans *Le Monde libertaire* en septembre 1964. Il est disponible sur le site Recherches sur l'anarchisme (raforum. info).

Et des anarchistes partirent en guerre…

Sous le titre de *Manifeste des Seize*, on a désigné, dans le mouvement anarchiste, une déclaration datée du 28 février 1916, qui fut publiée pour la première fois dans le quotidien syndicaliste *La Bataille*, le 14 avril 1916. Le *Manifeste des Seize* eut une répercussion considérable, qui se manifesta d'une façon véhémente dans toute l'action du mouvement anarchiste d'après-guerre. L'oubli est loin de s'en être emparé, pour l'envelopper d'indifférence, ou le remiser au musée des erreurs de doctrine ou de tactique envers un idéal. Ce fut pour le mouvement anarchiste, une manifestation fort regrettable. Elle fut cause de divisions et de fractionnements dont le mouvement tout entier dut subir les contrecoups.

Le Comité de rédaction du *Monde libertaire*

Hem Day

Le Manifeste des Seize

« De divers côtés, des voix s'élèvent, pour demander la paix immédiate. "Assez de sang versé, assez de destruction", dit-on, "il est temps d'en finir d'une façon ou d'une autre". Plus que personne, et depuis bien longtemps, nous avons été, dans nos journaux, contre toute guerre d'agression entre les peuples et contre le militarisme, de quelque casque impérial ou républicain qu'il s'affuble. Aussi serions-nous enchantés de voir les conditions de paix discutées – si cela se pouvait – par les travailleurs européens, réunis en un congrès international. D'autant plus que le peuple allemand s'est laissé tromper en août 1914, et s'il a cru réellement qu'on le mobilisait pour la défense de son territoire, il a eu le temps de s'apercevoir qu'on l'avait trompé pour le lancer dans une guerre de conquêtes.

En effet, les travailleurs allemands, du moins dans leurs groupements plus ou moins avancés, doivent comprendre maintenant que les plans d'invasion de la France, de la Belgique, de la Russie, avaient été préparés de longue date et que, si cette guerre n'a pas éclaté en 1875, en 1880, en 1911, ou en 1913, c'est que les rapports internationaux ne se présentaient pas alors sous un aspect aussi favorable et que les préparatifs militaires n'étaient pas assez complets pour promettre la victoire à l'Allemagne (lignes stratégiques à compléter, canal de Kiel à élargir, les grands canons de siège à perfectionner). Et maintenant, après vingt mois de guerre et de pertes effroyables, ils devraient bien s'apercevoir que les conquêtes faites par l'armée allemande ne pourront être maintenues. D'autant plus qu'il faudra reconnaître ce principe (déjà reconnu par la France en 1859, après la défaite de l'Autriche) que c'est la population de chaque territoire qui doit exprimer si elle consent ou non à être annexée.

Si les travailleurs allemands commencent à comprendre la situation comme nous la comprenons, et comme la comprend déjà une faible minorité de leurs sociaux-démocrates – et s'ils peuvent se faire écouter par leurs gouvernants –, il pourrait y avoir un terrain d'entente pour un commencement de discussion concernant la paix. Mais alors ils devraient déclarer qu'ils se refusent absolument à faire des annexions, ou à les approuver ; qu'ils renoncent à la prétention de prélever des "contributions" sur les nations envahies, qu'ils reconnaissent le devoir de l'État allemand de réparer, autant que possible, les dégâts matériels causés par les envahisseurs chez leurs voisins, et qu'ils ne prétendent pas leur imposer des conditions de sujétion économique, sous le nom de traités commerciaux. Malheureusement, on ne voit pas, jusqu'à présent, des symptômes du réveil, dans ce sens, du peuple allemand.

On a parlé de la conférence de Zimmerwald, mais il a manqué à cette conférence l'essentiel : la représentation des travailleurs allemands. On a aussi fait beaucoup de cas de quelques rixes qui ont eu lieu en Allemagne, à la suite de la cherté des vivres. Mais on oublie que de pareilles rixes ont toujours eu lieu pendant les grandes guerres, sans en influencer la durée. Aussi, toutes les dispositions prises, en ce moment, par le gouvernement allemand prouvent-elles qu'il se prépare à de nouvelles agressions au retour du printemps. Mais comme il sait aussi qu'au printemps les Alliées lui opposeront de nouvelles armées, équipées d'un nouvel outillage, et d'une artillerie bien plus puissante qu'auparavant, il travaille aussi à semer la discorde au sein des populations alliées. Et il emploie, dans ce but, un moyen aussi vieux que la guerre elle-même : celui de répandre le bruit d'une paix prochaine, à laquelle il n'y aurait, chez les adversaires, que les militaires et les fournisseurs des armées pour s'y opposer. C'est à quoi s'est appliqué Bülow, avec ses secrétaires, pendant son dernier séjour en Suisse.

Mais à quelles conditions suggère-t-il de conclure la paix ?

La Neue Zuercher Zeitung croit savoir et le journal officiel, la Norddeutsche Zeitung, ne la contredit pas, que la plupart de la Belgique serait évacuée, mais à condition de donner des gages de ne pas répéter ce qu'elle a fait en août 1914, lorsqu'elle s'opposa au passage des troupes allemandes. Quels seraient

ces gages ? Les mines de charbon belges ? Le Congo ? On ne le dit pas. Mais on demande déjà une forte contribution annuelle. Le territoire conquis en France serait restitué, ainsi que la partie de la Lorraine où on parle français. Mais, en échange, la France transférerait à l'État allemand tous les emprunts russes, dont la valeur se monte à dix-huit milliards. Autrement dit, une contribution de dix-huit milliards qu'auraient à rembourser les travailleurs agricoles et industriels français, puisque ce sont eux qui paient les impôts. Dix-huit milliards, pour racheter dix départements, que, par leur travail, ils avaient rendus si riches et si opulents, et qu'on leur rendra ruinés et dévastés…

Quant à savoir ce que l'on pense en Allemagne des conditions de la paix, un fait est certain : la presse bourgeoise prépare la nation à l'idée de l'annexion pure et simple de la Belgique et des départements du nord de la France. Et, il n'y a pas, en Allemagne, de force capable de s'y opposer. Les travailleurs, qui auraient dû élever leur voix contre les conquêtes, ne le font pas. Les ouvriers syndiqués se laissent entraîner par la fièvre impérialiste, et le parti social-démocrate, trop faible pour influencer les décisions du gouvernement concernant la paix, même s'il représentait une masse compacte, se trouve divisé sur cette question en deux partis hostiles, et la majorité du parti marche avec le gouvernement. L'Empire allemand, sachant que ses armées sont, depuis dix-huit mois, à 90 kilomètres de Paris, et soutenu par le peuple allemand dans ses rêves de conquêtes nouvelles, ne voit pas pourquoi il ne profiterait pas des conquêtes déjà faites. Il se croit capable de dicter des conditions de paix qui lui permettraient d'employer les nouveaux milliards de contributions à de nouveaux armements, afin d'attaquer la France quand bon lui semblera, lui enlever ses colonies, ainsi que d'autres provinces, et de ne plus avoir à craindre sa résistance.

Parler de paix en ce moment, c'est faire précisément le jeu du parti ministériel allemand, de Bülow et de ses agents.

Pour notre part, nous nous refusons absolument à partager les illusions de quelques-uns de nos camarades concernant les dispositions pacifiques de ceux qui dirigent les destinées de l'Allemagne. Nous préférons regarder le danger en face et chercher ce qu'il y a à faire pour y parer. Ignorer ce danger serait l'augmenter.

En notre profonde conscience, l'agression allemande était une menace – mise à exécution – non seulement contre nos espoirs d'émancipation, mais contre toute l'évolution humaine. C'est pourquoi nous, anarchistes, nous, antimilitaristes, nous, ennemis de la guerre, nous, partisans passionnés de la paix et de la fraternité des peuples, nous nous sommes rangés du côté de la résistance et nous n'avons pas cru devoir séparer notre sort de celui du reste de la population. Nous ne croyons pas nécessaire d'insister que nous aurions préféré voir cette population prendre, en ses propres mains, le soin de sa défense. Ceci ayant été impossible, il n'y avait qu'à subir ce qui ne pouvait être changé. Et, avec ceux qui luttent, nous estimons que, à moins que la population allemande, revenant à de plus saines notions de la justice et du droit, renonce enfin à servir plus longtemps d'instrument aux projets de domination politique pangermaniste, il ne peut être question de paix. Sans doute, malgré la guerre, malgré les meurtres, nous n'oublions pas que nous sommes internationalistes, que nous voulons l'union des peuples, la disparition des frontières. Et c'est parce que nous voulons la réconciliation des peuples, y compris le peuple allemand, que nous pensons qu'il faut résister à un agresseur qui représente l'anéantissement de tous nos espoirs d'affranchissement.

Parler de paix tant que le parti qui, pendant quarante-cinq ans, a fait de l'Europe un vaste camp retranché, est à même de dicter ses conditions serait l'erreur la plus désastreuse que l'on puisse commettre. Résister et faire échouer ses plans, c'est préparer la voie à la population allemande restée saine et lui donner les moyens de se débarrasser de ce parti. Que nos camarades allemands comprennent que c'est la seule issue avantageuse aux deux côtés et nous sommes prêts à collaborer avec eux. 28 février 1916. »

Pressés par les événements de publier cette déclaration, lorsqu'elle fut communiquée à la presse française et étrangère, quinze camarades seulement, dont les noms suivent, en avaient approuvé le texte : Christian Cornelissen, Henri Fuss, Jean Grave, Jacques Guérin, Pierre Kropotkine, A. Laisant, F. Le Lève (Lorient), Charles Malato, Jules Moineau. (Liège), Ant. Orfila (Husseindey, Algérie), M. Pierrot, Paul Reclus, Richard (Algérie), Ichikawa (Japon), W. Tcherkesoff.

Malatesta répond à ces anarchistes

Dans un numéro de Freedom (avril 1916), Malatesta protesta personnellement contre les affirmations des Seize. Voici son article, intitulé « Anarchistes partisans du Gouvernement » :

« Un manifeste vient de paraître, signé par Kropotkine, Grave, Malato et une douzaine d'autres vieux camarades, dans lequel, se faisant l'écho des gouvernements de l'Entente, qui demandent la lutte à outrance et jusqu'à l'écrasement de l'Allemagne, ils ont pris position contre l'idée d'une "paix prématurée". La presse capitaliste publie, avec une naturelle satisfaction, des extraits du manifeste, et annonce que c'est le travail des "dirigeants du mouvement anarchiste international". Les anarchistes, presque tous restés fidèles à leurs convictions, se doivent de protester contre l'essai d'impliquer l'anarchisme dans la continuation d'une féroce boucherie, qui n'a jamais promis de bénéfice à la cause de la Justice et de la Liberté et qui, maintenant, se montre absolument stérile et sans résultat, même du point de vue des gouvernants, quel que soit le côté de la barricade qu'ils occupent.

La bonne foi et les bonnes intentions de ceux qui ont signé le Manifeste sont en dehors de toute question. Mais, si pénible qu'il soit d'incommoder de vieux amis qui ont rendu tant de services à la cause qui, dans le passé, nous fut commune, on ne peut – au point de vue de la sincérité, et dans l'intérêt de notre mouvement d'émancipation – omettre de se séparer de camarades qui se considèrent capables de réconcilier les idées anarchistes et la collaboration avec les gouvernements et la classe capitaliste de certains pays, dans leur lutte contre les capitalistes et les gouvernants de certains autres pays.

Durant la guerre actuelle, nous avons vu des républicains se plaçant au service des rois, des socialistes faisant cause commune avec la classe dirigeante, des travaillistes servant les intérêts des capitalistes ; mais, en réalité, tous ces gens sont, à des degrés variables, des conservateurs, croyant en la mission de l'État, et leur hésitation peut se comprendre quand l'unique remède réside dans la destruction de chaque entrave gouverne-

mentale et le déchaînement de la Révolution sociale. Mais cette hésitation est incompréhensible dans le cas des anarchistes. Nous prétendons que l'État est incapable de tout bien. Tant au point de vue international qu'au point de vue des relations individuelles, il ne peut combattre l'agression qu'en se faisant lui-même l'agresseur ; il ne peut empêcher le crime qu'en organisant et en commettant de plus grands crimes encore. Même dans l'hypothèse – qui est loin d'être la vérité – que l'Allemagne serait seule responsable de la présente guerre, il est prouvé que si l'on s'en tient aux méthodes gouvernementales, on ne peut résister a l'Allemagne, qu'en supprimant toute liberté et en ressuscitant la puissance de toutes les forces de la réaction.

Sauf la révolution populaire, il n'y a pas d'autre voie de résistance à la menace d'une armée disciplinée qu'en ayant une armée plus forte et plus disciplinée, de sorte que les plus rigides antimilitaristes, s'ils ne sont anarchistes, et s'ils sont effrayés de la destruction de l'État, sont inévitablement conduits à devenir d'ardents militaristes. En fait, dans l'espoir problématique d'écraser le militarisme prussien, ils ont renoncé à tout l'esprit et à toutes les traditions de la liberté, ils ont prussianisé l'Angleterre et la France ; ils se sont soumis au tsarisme ; ils ont restauré le prestige du trône chancelant d'Italie.

Des anarchistes peuvent-ils, un seul instant, accepter cet état de choses sans renoncer à tout droit de s'intituler anarchistes ? Quant à moi, même la domination étrangère imposée par la force et menant à la révolte est préférable à l'oppression intérieure acceptée humblement, presque avec reconnaissance, dans l'espoir que, par ce moyen, nous serons préservés d'un plus grand mal. Il est vain de prétendre, comme le font les rédacteurs et signataires du Manifeste en question, que leur position est déterminée par des événements exceptionnels et que, la guerre une fois terminée, chacun retournera dans son camp et combattra pour son propre idéal. Car, s'il est nécessaire, actuellement, de travailler en harmonie avec le gouvernement et le capitalisme pour se défendre contre "la menace germanique", ceci sera aussi nécessaire après que pendant la guerre. Quelque grande que puisse être la défaite de l'armée allemande – s'il est vrai qu'elle sera battue –, il ne sera jamais possible d'empêcher les patriotes allemands de songer à la revanche et de la préparer ; et les patriotes des autres contrées, très raisonnablement, de leur propre point de vue, désireront se tenir prêts de façon à ne plus être pris au dépourvu. Ceci signifie que le militarisme prussien deviendra une institution permanente et régulière dans tous les pays. Que diront alors les prétendus anarchistes qui, actuellement, désirent la victoire d'une des alliances en guerre ? S'intitulant antimilitaristes, iront-ils prêcher le désarmement, le refus du service militaire et le sabotage de la défense nationale, uniquement pour devenir, au premier soupçon de guerre, des sergents recruteurs pour les gouvernements qu'ils auront essayé de désarmer et de paralyser ?

On dit que ces choses prendront fin quand le peuple allemand se sera débarrassé de ses tyrans et aura cessé d'être une menace pour l'Europe, par la destruction du militarisme dans sa patrie. Mais si cela est, les Allemands qui pensent, à bon droit, que la domination anglaise et française (pour ne pas parler de la Russie tsariste) ne sera pas plus agréable aux Allemands que la domination germanique aux Français et aux Anglais, désireront d'abord attendre que les Russes et les autres détruisent leur propre militarisme et voudront, entre-temps, continuer à accroître leur armée. Et alors ? Pendant combien de temps faudra-t-il ajourner la révolution ? Et l'anarchie ? Devons-nous attendre éternellement que les autres commencent ?

La ligne de conduite des anarchistes est clairement indiquée par l'implacable logique de leurs aspirations.

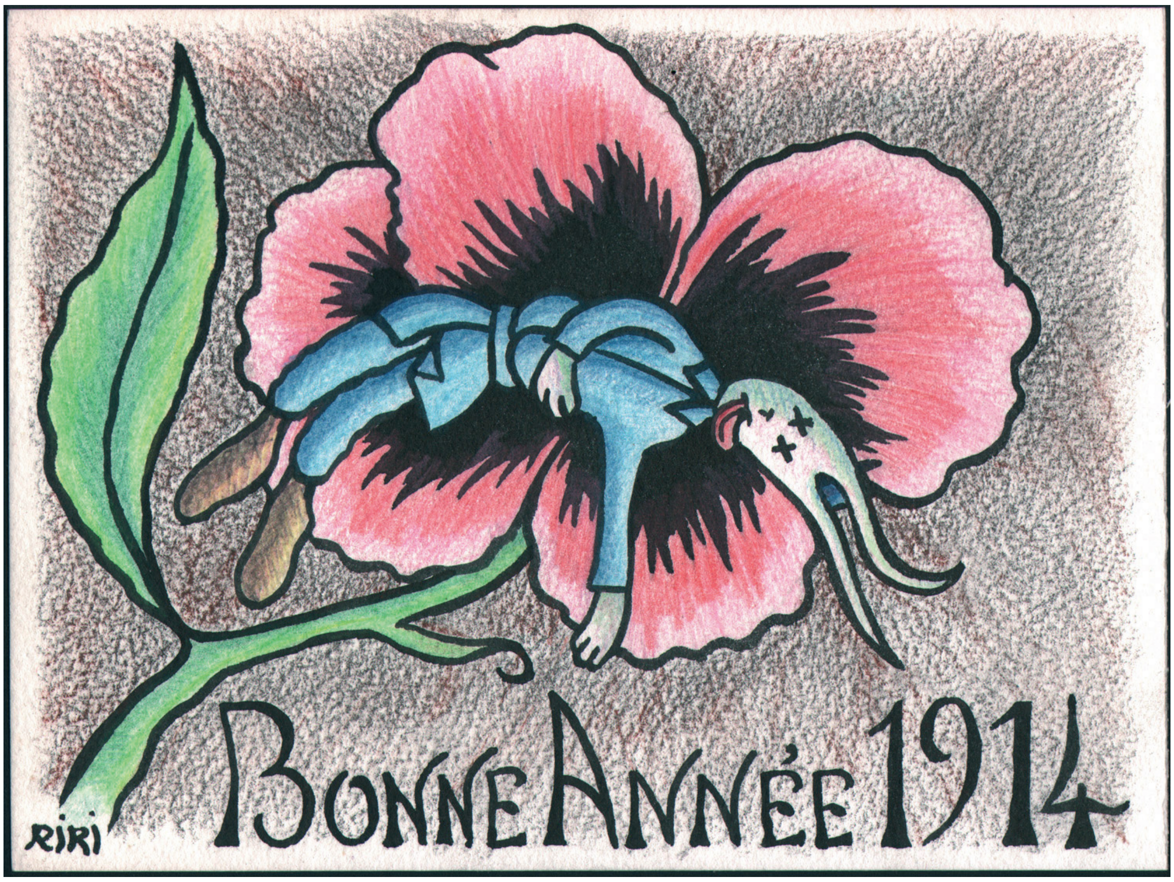
La guerre aurait dû être empêchée par la révolution, ou, du moins, en la faisant craindre par les gouvernements. La force ou l'habileté nécessaire ont fait défaut. La paix doit être imposée par la révolution, ou, du moins, en essayant de la faire. Actuellement, la force et l'habileté manquent.

Eh bien ! Il n'y a qu'un remède : faire mieux à l'avenir. Plus que jamais nous devons éviter tout compromis, approfondir l'abîme entre les capitalistes et les esclaves salariés, entre les gouvernants et les gouvernés ; prêcher l'expropriation de la propriété privée et la destruction de l'État, qui sont les seuls moyens pour garantir la fraternité entre les peuples, et la Justice et la Liberté pour tous. Et nous devons nous préparer à accomplir ces choses. Entre-temps, il me semble criminel de faire quoi que ce soit qui tende à prolonger la guerre qui assassine des hommes, détruit les richesses et empêche la résurrection de la lutte pour l'émancipation. Il me semble que prêcher "la guerre jusqu'au bout", c'est faire, en vérité, le jeu des gouvernants allemands qui trompent leurs sujets et enflamment leur ardeur à la lutte en les persuadant que leurs adversaires désirent écraser et asservir le peuple germanique.

Actuellement, comme toujours, que ceci soit notre devise : "À bas les capitalistes et les gouvernements, tous les capitalistes et tous les gouvernements !" Et, vivent les peuples, tous les peuples ! »

H. D.

De la guerre perpétuelle



André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué de la Fédération anarchiste

«Il y a toujours eu des guerres, il y aura toujours des guerres.» Ma mère, accablée par celle qu'elle avait vécue, avait quelques raisons de proférer de tels propos.

Avant celle de 14-18, il y eut, si l'on remonte dans le temps, une guerre contre les Plantagenêts quand la France n'était pas encore la France ; il y eut des croisades contre les Albigeois et quelques autres ; puis la guerre de Trente Ans, la guerre de Cent Ans, les guerres d'Italie, la guerre franco-savoyarde, la guerre franco-espagnole, la guerre de Hollande, la guerre de Sept Ans, les guerres napoléoniennes, la conquête de l'Algérie, la guerre franco-allemande, la conquête de la Tunisie, etc.

Il y eut des guerres après la «der des der» : la guerre d'indépendance turque, la guerre hongro-roumaine, la guerre du Rif, etc.

Et encore d'autres après celle de 39-45 : la guerre d'Indochine, la guerre de Corée, la guerre d'Algérie, la guerre de Suez, la guerre du Golfe, les guerres du Kosovo et d'Afghanistan, la guerre civile libyenne, la guerre du Mali et, actuellement, la guerre en Centrafrique.

Ma mère avait diablement raison : la guerre, c'est le cinéma permanent ! Et j'en ai oublié, c'est sûr.

Ceux qui tiennent les commandes des États trouvent toujours de bons motifs ou de mauvaises raisons pour se lancer dans une guerre ; et on ne manquera pas de nous fournir des explications ; et on s'entendra dire qu'elle est juste cette guerre-là ; et on nous donnera des arguments humanitaires, démocratiques, économiques, politiques, et j'en passe…

On oubliera de nous dire que la fabrication des matériels militaires rapporte beaucoup d'argent aux marchands d'armes et de munitions ; et on n'oubliera pas de nous dire que ça donne du travail aux ouvriers des arsenaux.

Faudrait pas y aller !

Devant un insoumis à la guerre d'Algérie qui attendait dans sa cellule d'être présenté à un quelconque tribunal militaire, ses gardiens – des soldats appelés – lui répétaient à l'envi : *«Si tout le monde faisait comme toi, il n'y aurait plus de guerre.»* Propos qui le mettaient particulièrement en rogne. Allez savoir pourquoi !

«Faudrait pas y aller !» ajoutaient certains en serrant les poings. Facile à dire…

Rappelons cependant, pour le plaisir, ces soldats qui, à La Villedieu, quelque part en Limousin, mirent la crosse en l'air en 1956 alors qu'on les envoyait en Algérie.

Mémoire à vif, une association limougeaude, nous relate ces faits et nous dit que la plupart des gens du village, dont le maire et l'instituteur, prirent le parti des soldats en rébellion ; les deux « notables » se retrouvèrent en prison.

Pour avoir une approche quasi exhaustive de la désobéissance à l'armée, il faudrait consulter le livre de Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs : histoire des réfractaires en France.*

La guerre de 14-18

À propos de la Grande Guerre, *Le Monde* du 16 janvier 2014 rappelait, dans un papier de Ben Quinn (*The Gardian*), qu'il y aurait eu 16 000 (*sic*) objecteurs de conscience britanniques lors de ce conflit.

Et en France, tout particulièrement du côté des libertaires, que se passa-t-il ?

L'historien François Roux nous le rappelle dans un excellent article de la revue *Gavroche* (n° 149 de l'année 2007) intitulé : « Quand les anarchistes partirent en guerre, 1914 » : « *Le risque de conflit avec l'Allemagne grandissant, les organisations anarchistes en vinrent à envisager des dispositions plus précises contre l'entrée en guerre. Lors de son premier congrès, le 4 juin 1911, la FCA* [Fédération communiste anarchiste] *prit la résolution de saboter les voies ferrées et d'arrêter les représentants de l'État au premier jour de l'appel sous les drapeaux. L'année suivante, son secrétaire général, Louis Lecoin, proposa, pour empêcher la mobilisation, que dix "camarades conscients" par régiment abattent chacun un officier, déclaration qui lui coûta une condamnation à cinq ans de prison.* »

Louis Lecoin, qui fut sans doute le plus déterminé des pacifistes à lutter contre cette guerre, envisagea de multiples moyens pour l'empêcher ; un Louis Lecoin – surtout après sa longue grève de la faim, en 1962, pour obtenir un statut pour les objecteurs de conscience – que certains voudraient transformer, en quelque sorte, en un saint laïque, non-violent et libertaire, qui écrivait dans *Le Cours d'une vie* :

« *Si je tuais Poincaré ? Jaurès ne s'était-il pas écrié, en 1913, à Versailles, lors de l'élection du Lorrain à la présidence de la République : "C'est l'homme de la guerre !"*

Ce ne serait donc pas un mal d'en purger l'humanité. Supprimer "Poincaré-la-Revanche", il y aurait un fauteur de guerre en moins. Les autres criminels de même acabit, craignant de subir un sort pareil, prêteraient peut-être une oreille attentive aux rumeurs de paix. Je ne pus l'approcher. »

Dans son article, François Roux poursuit : « *Plus inquiétante aurait pu être la brochure rouge de 36 pages dont des centaines d'exemplaires furent saisis dans différentes villes de France au début de l'année 1914. Ce document, intitulé "En cas de guerre", avait été rédigé par des anarchistes de la CGT. Tiré à 2 000 exemplaires, il circulait depuis avril 1913 entre les syndicats et les groupes d'extrême gauche. La première partie rappelait les thèses anarchistes, la seconde appelait à la grève générale insurrectionnelle en cas de mobilisation, et la troisième, beaucoup plus pratique, expliquait, croquis à l'appui, comment "saboter la guerre".* »

Plus loin, François Roux ajoute encore : « *Pierre Kropotkine, de passage à Paris en novembre 1905, avait provoqué un véritable tollé en affirmant dans* Les Temps nouveaux : "Si la France était envahie par les Allemands, je regretterais une chose : c'est qu'avec mes soixante ans passés je n'aurais probablement pas la force de la défendre… Non pas comme soldat de la bourgeoisie, bien entendu, mais comme soldat de la révolution, dans les légions franches de révolutionnaires, pareilles à celles des garibaldiens et des francs-tireurs de 1871 […]. Un nouvel écrasement de la France serait un malheur pour la civilisation." »

Les anarchistes, suivant Kropotkine, quasiment tous, firent donc la guerre ; ce que certains regrettèrent un peu plus tard, après avoir vu la boucherie de près.

Tous y allèrent ? Non, pas tous. Nous pourrions citer Gaston Leval, insoumis, qui s'exila en Espagne puis en Amérique du Sud, qui ne revint en France qu'à l'âge où on ne pouvait plus l'appeler sous les drapeaux. Il était alors devenu le brillant militant que l'on a pu connaître.

Nous pourrions citer Jean-Paul Samson, déserteur (ou insoumis), réfugié à Zurich, qui anima la petite revue *Témoins* dans laquelle écrivirent Albert Camus, André Prudhommeaux, Fritz Brupbacher, Robert Proix, Ignazio Silone et quelques autres. Samson n'était pas un libertaire encarté, sans doute, mais je n'ai pas la compétence pour distribuer les certificats.

De toute façon, que pouvaient les forces dérisoires de l'anarchisme d'alors devant l'enthousiasme patriotique et revanchard du peuple français ? Sinon accomplir quelques actes symboliques et… inutiles ?

Il ne va donc pas de soi, même chez les anarchistes, de s'opposer systématiquement

à la guerre ; et les anarchistes ne sont pas, pour le moins, des pacifistes intégraux. On l'a constaté avec les propos de Kropotkine : même Bakounine, vers 1870, lors de la guerre contre ce qui allait devenir l'Empire allemand, avait, à son époque, pris une position ferme pour la guerre ; il pensait que c'était le moment de transformer ce conflit national en guerre révolutionnaire.

La guerre de 39-45

Lors de la guerre contre les nazis, les anarchistes espagnols, qui s'étaient réfugiés en France après avoir été défaits par le franquisme, reprirent la lutte armée, cette fois contre l'hitlérisme et en s'engageant, en France, dans divers maquis. Rappelons – le fait est quasiment occulté par les historiens – que ce sont des libertaires espagnols qui, à la tête de la Nueve, la 9e compagnie du régiment de marche du Tchad, furent les premiers à entrer dans Paris en août 1944 lors de la libération de la ville.

Comme lors des précédents conflits, on remarquera quelques actes isolés de résistance à la guerre. Nous ne citerons que celui de l'insoumis André Saulière, du groupe anarchiste de Bordeaux, qui prit l'identité d'un de ses amis : André Arru. Il s'installa à Marseille et continua à militer clandestinement. On consultera le livre de Sylvie Knoerr et Francis Kaigre : *Jean-René Saulière dit André Arru, un individualiste solidaire* (1911-1999).

Mais il faudrait citer également Maurice Joyeux, militant de la Fédération anarchiste, par la suite très connu, alors réfractaire à la guerre. Condamné à cinq ans de prison, il fut enfermé au fort de Montluc, une prison lyonnaise. On consultera son livre *Mutinerie à Montluc*.

Et puis aussi Pierre Martin, Jehan Mayoux, Alfred Campozet emprisonnés à Clairvaux, plutôt pacifistes, mais il est clair que, dans leur ensemble, les anarchistes ne sont pas des pacifistes intégraux indéfectibles, qu'ils choisissent selon la nécessité du moment la forme de violence qui leur convient.

Sous l'Occupation, des pacifistes, dans leur haine de la guerre, ont pu être accusés de collaborer avec l'ennemi. Fait sans aucun doute vrai pour certains et faux pour d'autres ; et des détracteurs se sont servis de quelques exemples pour déshonorer le pacifisme en son entier. La même chose se produira pour des syndicalistes qui avaient accepté de collaborer avec le régime de Vichy pour *« sauver l'essentiel »*.

L'isolement des jeunes gens d'alors – mais la chose est valable en tout temps – devant le Moloch est patent et les forces militantes libertaires insignifiantes face au pouvoir de l'État. On ne refait pas l'histoire, mais il aurait fallu, pour atteindre une certaine efficacité, tout au moins dans ces cas-là, ne pas résister seuls, et donc s'ouvrir largement à d'autres contestations pacifistes car nous ne sommes pas seuls à détester la guerre.

De la désobéissance collective

Sauf rares exceptions, désobéir aux traditions militaires est inimaginable, pas pensable. Y penser serait déjà désobéir. Et puis, désobéir, c'est se mettre à part, c'est se couper de sa collectivité et, souvent, de ses proches. Et le risque est grand de se retrouver complètement isolé devant son geste, souvent brisé par un poids trop lourd à porter.

Oui, la solitude est le prix à payer ; là est le problème.

Cependant, nous savons maintenant que des désobéissances collectives ont été amorcées par l'acte d'un seul. Rappelons un exemple, bien que ce ne soit pas un acte pacifiste, cette femme, Rosa Parks, qui, dans un bus de l'Alabama, refusa de s'asseoir à la place « réservée » aux Noirs. Elle fut l'étincelle, sans l'avoir voulu, qui provoqua la grande action d'ensemble pour les droits civiques aux États-Unis.

Mais face à la guerre ?

Banalité que de dire que c'est la jeunesse que l'on envoie au casse-pipe, une jeunesse qui n'a été en rien éduquée à la contestation et au refus ; bien au contraire, on l'a formatée à la discipline et à l'obéissance, d'abord dans la famille, puis au sein de l'école et, pour beaucoup, par l'enseignement des différentes Églises ; ajoutons le lieu du travail où la subordination et la sujétion vont de soi.

Pour autant, tout au long de l'histoire, maintes et maintes fois, la jeunesse a montré l'exemple pour ébranler les dogmes et bousculer les autorités diverses.

Il n'empêche, il faudrait enseigner une désobéissance quand c'est obéir à des valeurs plus hautes et quand désobéir est associé à la lutte collective ; en bref, une autre culture.

Réfractaires à la guerre d'Algérie

« Paix en Algérie ! Paix en Algérie ! » cria-t-on longtemps dans les rues, et ce jusqu'en 1962, avant 1956 et après que les partis socialiste et communiste eurent voté les pouvoirs spéciaux donnant carte blanche à l'armée pour rétablir l'ordre dans ces « départements français » de l'autre côté de la Méditerranée et que la gauche gouvernementale eut refusé d'être solidaire de ceux qui ne voulaient en rien participer à cette guerre coloniale.

La solidarité vint d'ailleurs, de quelques minorités dispersées.

Là, encore, l'étincelle fut produite par un individu qui avait compris qu'il ne fallait pas s'avancer seul dans l'arène. Il se nommait Pierre Boisgontier – il n'était en rien anarchiste – et s'obstina à réclamer une action collective qu'il finit par obtenir.

Et c'est à cette occasion qu'une expérience, certes limitée, nous a appris qu'un combat collectif de désobéissance devait se construire. Certes, vu la situation, seuls les réfractaires étaient en « première ligne », mais se créèrent rapidement différents degrés d'engagement, suivant les forces et le courage. Ainsi une stratégie se mettait-elle en place avec différents cercles d'un engagement gradué. En bref, il s'agissait d'une solidarité en actes.

Nous noterons que les réfractaires qui se lançaient dans cette action s'engageaient, provisoirement, c'est-à-dire pendant la durée de cette guerre, à respecter les pratiques de la non-violence.

À petite échelle, cette expérimentation s'est donc réalisée pendant la guerre d'Algérie. Cela s'est fait tout en ignorant et en se gardant des grands bavards qui dénoncent les guerres… pour y aller après. La véhémence donne plutôt bonne conscience et n'engage à rien.

Ceux qui voudront en savoir plus à ce sujet pourront consulter *Réfractaires à la guerre d'Algérie, 1959-1963*. Erica Fraters – l'auteur collectif – est l'anagramme de « réfractaires ».

Il faut citer encore l'action des Jeunes libertaires, petit regroupement d'anarchistes toutes tendances confondues qui mirent en pratique leur slogan *« Guerre à la guerre ! »* en créant, lors d'un camping de l'été 1956, un réseau de soutien aux déserteurs, insoumis à la guerre d'Algérie, et effectuèrent un certain nombre d'exfiltrations clandestines avec l'aide du groupe anarchiste de Genève.

Guerre au capitalisme !

Mais il est une autre guerre qui ne se nomme pas telle – c'est la lutte des classes –, une guerre que livre le capitalisme au monde salarié enfermé dans sa servitude bien involontaire, un capitalisme associé à l'institution étatique dans une entreprise de domination et d'exploitation.

Cette guerre-là, bien qu'elle fasse, à la longue, des morts tout autant que l'autre, est supportée, vécue avec moins de violences apparentes que la « vraie » guerre. Et comme la grève générale insurrectionnelle n'a pas encore ouvert une autre route, bien que ce ne soit pas le désir qui manque, il nous paraît qu'une « volonté » non exprimée, fatiguée des violences diverses et des massacres qui se perpétuent sur la planète, de changer le monde avec d'autres méthodes soit naissante. Du moins nous voulons l'espérer à la lecture des événements quotidiens qui s'y déroulent.

Il nous semble que des façons de penser la lutte autrement se précisent, fruits d'actions diverses notées ici et là et qui se caractérisent par une critique de la violence ; façon nouvelle que nous pourrions résumer par une désobéissance généralisée dans la solidarité.

A. B.

Les anarchistes, l'art et la guerre

Man Ray, *AD. 1914*, 1914, huile sur toile

Nestor Potkine

AD. 1914, œuvre de Man Ray, regarde autant en arrière qu'en avant. Mais cet « arrière » est tout de même des plus modernes. À peine un an plus tôt, Marcel Duchamp avait scandalisé en exposant, à l'Armory Show de 1913, un tableau étonnant : *Nu descendant un escalier*. Dans ce tableau, Duchamp tentait de suggérer le mouvement en en décomposant les différentes phases, comme dans les cycles photographiques de Marey et de Muybridge, qui présentaient des suites d'instantanés décomposant la marche d'un homme, le galop d'un cheval, etc. Le nu de Duchamp est androgyne, et même à peine humain. Il s'agit de tubes, plutôt coniques, en déplacement. Un schéma de nu, plutôt qu'un nu. Un ensemble cohérent de signes disant « *ici est un nu* », plutôt que la représentation illusionniste d'un nu. Duchamp avait lui-même compris ce que peignait Picasso : des représentations, mais avec le moins possible d'illusionnisme, de « représentationnisme » et le plus possible de signes. Cette diminution de la représentation, c'est-à-dire des objets réels reconnaissables, au profit des signes, c'est-à-dire de pures créations aux ordres des humains, se retrouve dans *AD. 1914* de Man Ray.

Pourquoi ? Parce que Duchamp et Man ray étaient devenus amis et le resteront leur vie durant ? Oui. Mais surtout parce que la guerre prend des humains réels reconnaissables, individuels, et en fait des soldats, c'est-à-dire des éléments homogènes, interchangeables, aux ordres des chefs. La guerre fait de millions d'êtres humains différents, variés, autonomes, une machine organisée, ordonnée articulant des millions de robots obéissants qu'elle ne considère qu'en fonction de leur usage et de leur capacité à remplir ce double usage : tuer et mourir. Les soldats sont donc représentés comme presque entièrement des signes, des objets géométriques. Sans visages, bien sûr sans visage. Le visage est la fenêtre sur l'émotion, le changeant, l'autonome, l'individuel. Tout ce dont l'armée n'a pas besoin. Deux couleurs, pour deux camps. Les chevaux, eux, sont gris, car ils sont encore au-dessous des hommes, presque des machines. Si, en 1914, les tanks avaient été inventés, Man Ray aurait peint des tanks.

Enfin, l'humour du titre. « AD » signifie *Anno Domini* (année du Seigneur). En l'année de Notre Seigneur 1914, les chrétiens catholiques français, adorateurs du Seigneur d'amour, se mirent en demeure de massacrer les chrétiens protestants allemands, adorateurs du Seigneur d'amour, qui se mirent en demeure de massacrer les chrétiens orthodoxes russes, adorateurs du Seigneur d'amour, qui massacraient depuis longtemps les Juifs, coreligionnaires d'un certain Jésus.

« *Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens* », avait-on dit quelques siècles plus tôt…

George Bellows, *Soldiers in a Barn*
1918, lithographie, encre et crayon

De la chair humaine comme objet du déchirement

Une règle simple du grand art consiste à se souvenir que toute œuvre d'art est créée par deux personnes. Celle qui la fabrique, et celle qui la regarde, la lit ou l'écoute. La nuit, dans les musées, les toiles ne sont que des bouts de tissu cloués sur des cadres et recouverts de pâte coloriée. Il faut qu'un cerveau et un œil humains les regardent pour qu'elles redeviennent *Le Bal du Moulin de la Galette* ou *Louis XIV condamnant un protestant aux galères* ou encore *Napoléon décidant la mort de 50 000 soldats*. Plus le spectateur s'implique, meilleure est l'œuvre. Voilà pourquoi, si l'on souhaite montrer l'ignominie de la guerre, plutôt que de dépeindre telle ou telle atrocité – guirlandes d'intestins de fantassins pendant des arbres, cadavres calcinés d'enfants, femmes agonisant le sexe en sang –, il s'avère plus efficace de suggérer. C'est le parti adopté ici par le peintre anarchiste américain George Bellows (1882-1925).

Des torses nus dans la paille

Des soldats. Que l'on présume américains, encore que Bellows, avec sagesse, se garde bien d'affaiblir son effet en donnant trop de détails. Ils se réveillent, en pleine nuit. Ils dormaient et, quand on dort, on est vulnérable. Mais ils dormaient. À l'abri, pensaient-ils. Et au chaud sur la paille de cette grange qui donne le titre de l'œuvre : *Soldiers in a Barn*. Soudain, un bruit les alerte. Bellows se garde également, et toujours avec raison, d'expliquer la nature de ce bruit. S'agit-il d'une canonnade lointaine, donc *a priori* pas trop dangereuse ? S'agit-il d'une canonnade proche ? Du fracas des roues d'affûts de canons, et des sabots des chevaux qui les traînent ? De cris de sous-officiers dans la langue de l'ennemi ? De cris de douleur d'une sentinelle attaquée ? On ne sait pas. Et s'il s'agit par exemple d'une canonnade, ces soldats à l'air jeune ne savent peut-être pas encore juger de la proximité et, surtout, de la direction des tirs. Tout ce que sait le spectateur de l'œuvre, c'est que ces garçons se sont réveillés. Bellows ajoute le détail qui nous touche, qui nous contraint à imaginer, d'après celle de ces soldats, notre propre vulnérabilité. Dans la semi-obscurité de la grange, la plupart des zones pâles sont les torses nus des soldats. Le torse, là où bat le cœur. Le torse sans armes, sans protection. Le torse, la cible des baïonnettes, des balles et des obus. La zone qui doit être saccagée, déchirée, percée, criblée des plaques coupantes du shrapnel. La méthode de la guerre, c'est de déchirer le plus possible de chair humaine. Le soldat, boucher, est lui-même animal de boucherie.

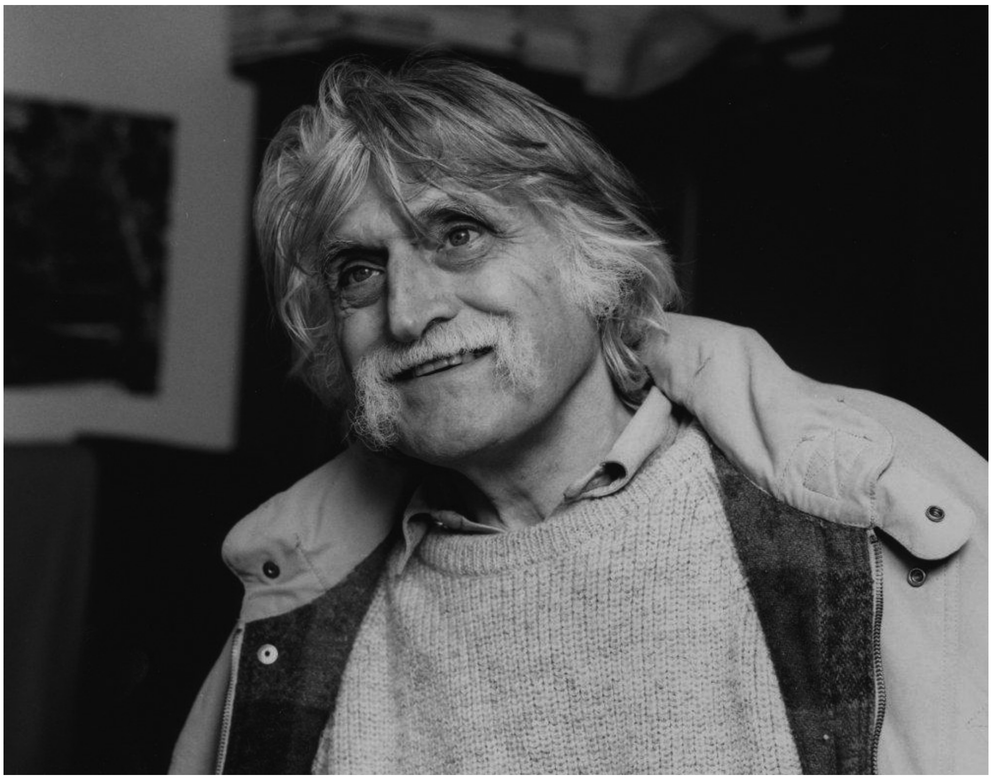
Félix Vallotton, *Verdun*, 1917, huile sur toile

D'ABORD parce qu'il est lui-même, et non simplement le membre, voire le disciple, d'une école. Le formidable académisme, avec ses formidables ressources financières, se dressait encore, fort de l'approbation quasi-générale, fort du rôle d'enseignement moral qui lui était assigné, fort de la lisibilité des images léchées qu'il produisait à la perfection. Impressionnisme, pointillisme, symbolisme, puis encore le fauvisme, et Gauguin et Van Gogh, et le cubisme et les peintres abstraits se dressaient forts, eux, de leur génie. Mais Vallotton, quoique déclaré Nabi, va son chemin, son chemin à lui. Il peint comme personne d'autre. De l'académisme il conserve l'illusionnisme, les contours précis, le goût du nu féminin (qu'il ne se prive cependant pas de brocarder en donnant souvent aux femmes un teint de pis de vache des plus jaunâtres). De Gauguin et des Nabis, il apprend la liberté des couleurs, il comprend que le monde réel est une chose, l'image en est une autre. Et que si le créateur de l'image entend donner à l'image les couleurs qui lui chantent et qui chantent, le monde réel n'a pas à y trouver à redire. De l'impressionnisme il prend le goût du paysage et plus exactement de l'étude honnête des nuances exactes de la lumière qui nous transmet l'image du paysage. Parce que le paysage, Vallotton en fait ce qui lui chante.

Car Vallotton sait que la représentation est une chose, et les signes par lesquels on construit une représentation en sont une autre. Les signes, quels signes ? Mais les coups de pinceaux (ou de burin pour la gravure) qui édifient, bande de brun par bande de brun, touche de rose orangé par touche de rose orangé, pointe de blanc par pointe de blanc, les représentations (femme, cavalier, fleur, château…) de ses tableaux ! Et Vallotton entend conserver la maîtrise non seulement de ses représentations, mais aussi de ses signes. Que les impressionnistes se jettent tous dans la tache, comme leurs neveux les Nabis, cela les regarde. Que les pompiers ne jurent que par la touche lisse, porcelainée, invisible, cela les regarde. Que Van Gogh empâte l'empreinte de ses terreurs jusque dans l'étalement du pigment sur la toile, cela le regarde. Vallotton, lui, imagine, crée, pense, comme il veut. D'ailleurs, le magnifique tableau *Verdun* n'est pas la représentation réaliste d'un champ de bataille envahi par les gaz de combat, il est une composition, au sens le plus strict du terme, dont certains signes sont illusionnistes, tels les nuées de gaz, et d'autres purement symboliques, tels ces cônes noirs évoquant la puissance de feu et d'assassinat des obus tombant du ciel.

Prenez, au surplus, l'une des plus puissantes, peut-être la plus puissante qui fut jamais, représentations de l'horreur de la guerre, la gravure *Dans les ténèbres*. 95 % de la surface de l'image est noire. Comme la nuit du combat, comme la nuit dans laquelle la guerre plonge l'homme, comme l'aveuglement de la haine et de la lutte pour la mort. Les hommes, leurs armes et le peu que Vallotton nous donne de leurs vêtements sont blancs. Blancs, comme le cadavre aux yeux stupéfaits dans le coin droit de la gravure. Admirez l'idée géniale du métasigne, c'est-à-dire un signe à interpréter plutôt qu'à voir immédiatement, le métasigne de la swastika. Pas la swastiska du nazisme, le nazisme n'existait bien sûr pas encore, mais la swastika des bras et des poignards, quatre bras, deux poignards, deux épaulettes, un mouvement vertigineux, un vortex implacable, implacable comme la mort qui va faucher au moins l'un des deux combattants. Mais il y a un autre métasigne, encore plus insidieux, plus féroce. Oui, bien sûr, les quatre boutons métalliques de la tunique vue de derrière. Métal, comme une arme, comme une munition. Métal, une chose morte qui tue un être vivant. Quatre boutons, quatre comme les quatre bras. Les quatre bras bougent, vivent, encore un peu. Les quatre boutons ne bougent pas. Ils sont en rang, en ligne, au rapport, ils sont à la parade. L'ordre, la ligne, inventions humaines. Comme l'uniforme, comme la hiérarchie, comme la nation, comme l'État, comme la guerre. Quatre petits signes. Quatre petits cercles blancs dans une marée noire. Et leur métasigne, l'arrangement géométrique, régulier (« qui obéit à une règle », donc qui obéit), de quatre objets fabriqués de main d'homme, de la main qui deux centimètres plus haut est montrée armée d'un objet fabriqué de main d'homme afin de tuer un être vivant enfanté de ventre de femme. N. P.

Cavanna au panthéon des réfractaires



NE LE CHERCHEZ sur aucun plan de ville ni dans aucun office de tourisme, ce Panthéon : il est informel et virtuel, construit péniblement au fil des siècles. Ses fondations, ses pierres, sa charpente, elles sont disséminées dans vos bibliothèques, vos vidéothèques, dans votre mémoire et dans vos archives personnelles, avec aussi les revues de petits Mickeys que vous avez pieusement conservées des fois qu'un jour ça prenne de la valeur, ces conneries-là.

Sale temps pour les vieux, en ce moment : d'abord Pete Seeger, puis Cavanna qui, le bougre, a pris de court *Charlie Hebdo* lui-même ; il était du métier, pourtant il le savait bien qu'un hebdomadaire une fois bouclé, il n'y a plus rien à faire qu'attendre la semaine suivante.

Naturellement, tous les médias ouvrent le Frigo ; le Frigo, en argot journalistique, repose sur le fait qu'une personne vivante et un tant soi peu connue est un mort qui s'ignore et qu'il faut bien tenir prête sa biographie au cas où, c'est vrai non mais des fois quoi, sans blague ! Et allons-y : *Hara-Kiri*, *Charlie Hebdo* ; et allons-y aussi, dans la tarte à la crème : pléthore de dessinateurs talentueux, un ton inouï, une rare insolence, et puis n'oublions surtout pas le bal tragique ; bref, la plupart des journaux ont pratiqué à la lettre cette rubrique de Cavanna : « *Je ne l'ai pas lu, je ne l'ai pas vu, mais j'en ai entendu causer.* » Jolie leçon de déontologie et d'inventivité, passons…

Bien sûr, *Hara-Kiri* et *Charlie Hebdo* ; mais à quoi bon les évoquer si c'est pour faire un simple copié-collé de Wikipédia et de négliger la « bombe » qu'a été la sortie de ces journaux et l'émotion produite sur les lecteurs. La pub, d'abord – eh oui ! *Hara-Kiri* s'est offert une pub radiophonique : une voix qui gueulait : « *Si vous avez de l'argent à foutre en l'air, achetez* Hara-Kiri, *sinon, volez-le.* » Mon grand frère n'était pas trop partisan du vol : il a acheté… Dans la caisse du chat, les Marius et autres Hérisson, symboles de l'humour bien élevé et bien parisien ; à la place, les couvertures dessinées par Fred (le papa de Philémon, soit dit en passant, dans *Le Chat à neuf queues*, Fred nous présente un enfant Manu Manu devenu vieux dont la tignasse et la moustache ne sont pas sans évoquer quelqu'un), les parodies de pubs, de romans-photos, les jeux de con et les fiches bricolages du professeur Choron et, bien sûr, les articles de Cavanna.

Et qui se souvient du petit mensuel *Baladin de Paris*, dont seulement douze numéros ont paru. Anecdotique ? Non. Cette parution correspond au moment où le pouvoir a sournoisement étranglé *Hara-Kiri*, en s'appuyant sur la loi sur la protection de l'enfance et de la jeunesse qui interdit simplement l'affichage de la revue, ce qui signifie naturellement sa mort à court terme. D'où la création du *Baladin de Paris* pour tenter de limiter les dégâts. Cavanna a longuement analysé ce système pervers dans *Bête et Méchant*, puis dans le premier numéro de *Charlie Hebdo* : « *Lisez le texte de cette loi. C'est un chef-d'œuvre de concoction papelarde, un entrelacs d'ambiguïtés, la* Neuvième Symphonie de l'hypocrisie. *Ah, les vaches, ah les sournois !* »

Il était le produit de la communale, il aimait les mots, les phrases, et était un styliste ; pas un styliste gratuit : en journalisme, comme en littérature, Cavanna était frère de Jules Vallès ; d'une autre époque, bien sûr, dans un contexte différent, mais frères réfractaires quand même. Relisez *Les Ritals*, relisez *L'Enfant*, et vous constaterez qu'il y a entre les deux ouvrages de troublants rapports. Styliste, Cavanna professait une sainte horreur du point-virgule. On se plaît à imaginer une émission « Apostrophes » de rêve, opposant Cavanna à Flaubert (lequel, au contraire, faisait grand usage du point-virgule) sous le regard à la fois esbaudi et gourmand de Bernard Pivot.

« Apostrophes » ! Lui a-t-on assez reproché, à Cavanna, cette émission où il a interpellé violemment Bukowski : « *Bukowski, je vais te foutre mon poing dans la gueule !* » quand celui-ci sous-entendait avec fiel que Cavanna n'était là que pour « vendre » *Les Ritals*. C'est, d'une part, une émission où Cavanna a « accroché » le docteur Ferdière à propos d'Antonin Artaud, nous apprenant par la même occasion qu'il ne supportait pas les surréalistes. Ce soir-là, nous devions être une bonne dizaine du Vent du Ch'min devant nos postes respectifs, soutenant Cavanna, un peu à la manière des sportifs de canapé poussant avec la mêlée un jour de France-Angleterre comptant pour le Tournoi des Six Nations ; « *Oui, ta gueule, Bukowski, laisse parler Monsieur Pivot.* » Celui-ci avait posé la question : « *Mais qui est Gaston Couté ?* » Naturellement, nous étions tous désireux d'apprendre qui diable pouvait être ce Gaston Couté. Et Bukowski s'en est à nouveau mêlé, ce qui fait que l'on n'a pas parlé de l'anarchiste Couté ce soir-là…

Un dessin de Cabu représente Cavanna jouant de l'orgue de Barbarie, le carton perforé indiquant la « *mélodie* » : « *Anti-compet'anti-cléricalisme, anti-chasse, antimilitarisme, anti-corrida.* » Vaste programme, auquel on pourrait ajouter anti-pub, anti-connerie, mais aussi amoureux de la vraie vie…

Voilà… Revisitez ce panthéon des réfractaires ; inutile de vous déchausser. Lisez, relisez Cavanna ; inutile d'en attendre un autre, vous risquez d'attendre longtemps ; soyez donc le Cavanna de votre propre vie. En attendant, suivez son conseil : « *Quand on épluche des oignons, il faut en même temps penser à quelqu'un qu'on aime bien et qui est mort, sans quoi ce sont des larmes perdues.* »

Jean-Dominique Gautel

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 13 février

10:00 > 12:00 Chronique hebdo. Christophe Dejours vient nous parler du travail, ses conséquences. Les affections sur le corps, et sur la pensée.

16:30 > 18:00 Radio LAP. Émission flamenco-fusion avec les interviews et musiques du projet Flamenco Fusion du lycée autogéré, ainsi que du groupe espagnol La Milonga, avec qui ils sont en lien.

Vendredi 14 février

09:30 > 11:00 For a Few Sixties More. Pour une fois, il y aura de tout, sauf du reggae.

Samedi 15 février

11:30 > 13:30 Chronique syndicale. *Le Maitron des électriciens et gaziers (1944-2000)* avec P. Boulland. Droit social : les IRP (DP, CE et compagnie).

13:30 > 15:30 Chroniques rebelles.

Lundi 17 février

09:00 > 11:00 Les Enfants de Cayenne.

11:00 > 13:00 Lundi matin.

16:00 > 18:00 Trous noirs.

18:00 > 19:30 La santé dans tous ses états. Ce lundi, il sera question du matérialisme dans tous ses états, avec Gerard Lambert et à propos de son livre *La Légende des gènes : anatomie d'un mythe moderne* (éditions Dunod). Les promesses non tenues du génie génétique…

Mardi 18 février

18:00 > 19:30 Pas de quartiers… Steeves Demazeux, auteur d'un récent livre, *Qu'est-ce que le DSM ?*. Au fait, c'est quoi le DSM ? C'est la bible psychiatrique anglo-saxonne, un répertoire systématique, diagnostique et statistique des maladies mentales.

Mercredi 19 février

18:30 > 20:30 Femmes libres. Évelyne et Rachel partageront leur engagement et leurs expériences d'élues locales, à Noyon (60) et à Clamart (92). Quels projets portés ? Quels impacts sur la vie des femmes ? Quels résultats ? Quelles difficultés ?

20:30 > 22:30 Ras les murs. Pour l'abolition de la prison.

89.4 MHZ en région parisienne — rl.federation-anarchiste.org

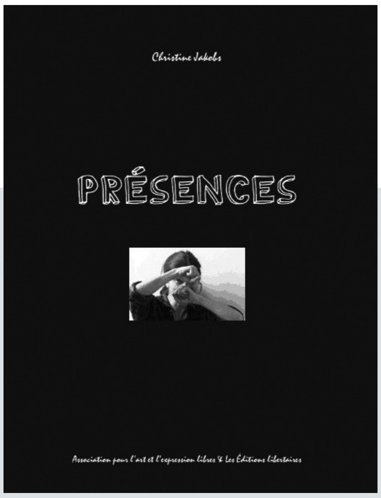
Des photos qui nous interpellent

L'association pour l'art et l'expression libre et Les Éditions libertaires se sont associées pour produire un magnifique et émouvant ouvrage de portraits de femmes en noir et blanc. « *Elles sont là. Treize femmes qui se montrent dans leur intime simplicité. Jeunes, très jeunes, mais aussi plus très jeunes…* Du *côté des féministes, et d'autres que le mouvement de ces années 1970 a fortement secouées, mais aussi de celles enracinées dans leur séculaire condition. Acceptation, souffrance, défi, doutes, rébellion et force. Campagne, terroirs, vie urbaine… Des femmes qui ont accepté d'offrir un regard sans maquillage. La photographe a su le capter et nous l'offrir à son tour. Face-à-face dans une solidarité totale. Oui de vraies personnes : la moitié du ciel ! À nous d'y voir vie et profondeur.* » Christine Jakobs, née au Maroc pour cause de guerre mondiale, n'a jamais cessé d'être photographe, passionnée et curieuse du monde. Elle nous livre des photographies de femmes, toutes prises chez elles, sans aucune mise en scène de décor, « *chacune a choisi son lieu de pose et son moment de pose ; aucun cliché n'a été pris par surprise* ». Ces femmes se montrent fières, ou posées dans leur cuisine, ou au coin du feu, près des marguerites fraîchement cueillies, derrière la toile cirée à grands dessins géométriques (Anna et mère) ; ou bien rongeant son poing, songeuse, décidée, couchée, assise (Pauline) ; gamine sérieuse, rêveuse, un peu effrontée, portrait rapproché (Delphine) ; à la fenêtre, le sourire émergeant des lèvres, installée dans une lumière claire obscure ou au soleil devant le mur granuleux (Mimi) ; double page nous fixant ou petits clichés triplés, altière, inquiète (Paulette) et puis d'autres femmes, milieu rural, milieu urbain, jusqu'à Solange, connues pour certaines dans un groupe de paroles de ces années qui nous laissaient croire que le monde allait changer puisque les femmes voulaient s'en mêler. Ces photographies nous parlent encore, plus de quarante années plus tard. Elles parlent aussi à ces enfants qui intéressent la photographe « *dans ce que l'on pouvait deviner ou imaginer de leur devenir de femme.* » Ces femmes prennent forme et force tant elles sont mises en valeur, tant sont montrés la relation et l'échange de regards…

Hélène

Groupe Pierre-Besnard de la FA

Émission Femmes libres sur Radio libertaire



Christine Jacobs, *Présences*, Éditions libertaires, 108 pages, 17 euros.

Du nouveau à la FA

Un nouveau groupe a vu le jour à Saint-Nazaire dans la Loire-Atlantique (44), le groupe Nosotros. Vous pouvez le contacter à l'adresse nosotros@federation-anarchiste.org.

Une nouvelle liaison est présente au Guilvinec dans le Finistère (29). Vous pouvez prendre contact avec la liaison du Guilvinec de la FA en passant par le secrétariat aux relations intérieures : relations-interieures@federation-anarchiste.org.

AGENDA

Vendredi 14 février

Saint-Germain-de-la-Rivière (33)

20 h 30. Conférence débat avec Christian Vélot sur le thème « Pain, vin, fromage… avec OGM ? ».

Montpellier (34)

19 heures. Conférence sur les Groupes d'action révolutionnaires internationalistes en présence des éditeurs et d'un des auteurs du livre paru chez le Cras. 6, rue Henri-René.

Cluny (71)

20 heures. Conférence-débat « Démocratie ? Quelle démocratie ? » animée par Léon de Mattis, auteur de *Mort à la démocratie*. Organisée par le groupe libertaire 71 et le groupe la Vache noire de la FA. Vin chaud offert à l'issue du débat. Salle Justice de paix.

Paris (XII^e^)

19 heures. Présentation du livre *Combats de femmes, 1914-1918*, (illustré par E. Morin-Rotureau). 70, rue Picpus.

Samedi 15 février

Paris XI^e^

Projection du film *Les Chats persans* (Iran, 2009, 101 min), de Bahman Ghobadi. À leur sortie de prison, une jeune femme, 16 h 30. Negar, et un jeune homme, Ashkan, décident de réaliser leur rêve : monter leur propre groupe de musique. Les deux compères parcourent alors Téhéran à la recherche d'autres musiciens underground. N'ayant aucune chance de se produire là-bas, ils envisagent très vite de quitter l'Iran pour tenter leur chance en Europe. Mais sans argent ni passeport, difficile de sortir de la clandestinité… Débat avec des militants pour discuter de la situation sociale et politique en Iran. Les échanges se feront en français. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Dimanche 16 février

Paris XI^e^

17 heures. Concerts avec Lobster Killed Me, Go ! Zilla & Docteur Schultz en solidarité avec le collectif des Baras. 21 ter, rue Voltaire.

Mercredi 19 février

Nîmes (30)

19 heures. Réunion publique autour des vingt ans du soulèvement zapatiste au Chiapas. 1, place Hubert-Rouger.

Toulouse (31)

17 heures. Permanence d'Encres noires, bibliothèque libertaire, 59, rue Offenbach.

Paris III^e^

20 heures. Rencontre avec Pascal Blanchard sur le thème colonisation, immigration, diversité. 5, rue Perrée.

Jeudi 20 février

Merlieux (02)

18 h 30. La Bibliothèque sociale reçoit Pierre Gauyat pour son ouvrage *Jean Meckert, dit Jean Amila : du roman prolétarien au roman noir contemporain* (Encrage, 2013). 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.

Nîmes (30)

19 heures. Écouter et réfléchir à partir de la chanson francophone : mélancolie et critique sociale. Avec Philippe Corcuff. Lycée Daudet, boulevard Victor-Hugo.

Augan (56)

21 heures. Chansons libertaires et anarchistes. 1, rue du Clos Bily.

Vendredi 21 février

Bourges (18)

21 heures. Présentation de Bruno Riondet sur le thème « Les nanotechnologies ou la fin de la liberté ? ». 15, rue Jean-Girard.

Tous les samedis…

Paris XVIII^e^

La bibliothèque libertaire La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures, au 10, rue Robert-Planquette. Un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste est organisée. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque http://bibliotheque-larue.over-blog.com

Lyon (69)

20 heures. Libertaire Production projettera le film documentaire *Cinq Caméras brisées* de Emad Burnat et Guy Davidi. Atelier des canulars, 91, rue Montesquieu.

Saint-Denis (93)

19 h 30. Projection en présence des réalisateurs du film *Le Chemin de la liberté : paroles de révolutionnaires syriens*. 4, place Paul-Langevin.

Paris XVIII^e^

19 heures. Troisième conférence du cycle Comprendre les systèmes informatiques. Organisée par le groupe Louise-Michel. Bibliothèque La Rue 10, rue Robert-Planquette.

Samedi 22 février

Nantes (44)

Grande manifestation contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes à l'appel de toutes les forces anti-aéroport. Cortège anticapitaliste et libertaire. Horaires et lieu exact de RDV en discussion.

Paris XI^e^

16 h 30. Dans le cadre de la Semaine anticoloniale et antiraciste, projection et débat : *Il y a vingt ans, le génocide au Rwanda*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

DÉBAT & PROJECTION
À PUBLICO

LES CHATS PERSANS

DÉBAT AUTOUR DE L'IRAN AVEC DES MILITANTS
PROJECTION « LES CHATS PERSANS »
FILM DE BHAMAN GHOBADI

SAMEDI 15 FÉVRIER 2014 - 16H30
PUBLICO - *145 RUE AMELOT, 75011 PARIS*

M° RÉPUBLIQUE, OBERKAMPF OU FILLES DU CALVAIRE